CONFÉRENCES DES PREMIERS MINISTRES

1906 – 2004

SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

CONFÉRENCES DES PREMIERS MINISTRES

1906–2004

PRODUIT PAR LE

SECRÉTARIAT DES CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

Notre page couverture symbolise les conférences intergouvernementales au Canada. On y trouve quatorze armoiries officielles en commençant par celles du Canada au sommet suivies, de gauche à droite, de celles des provinces et des territoires d'après l'ordre d'adhésion à la Confédération. Les armoiries sont disposées autour du logo du SCIC qui évoque les gouvernements prenant place à une table de conférence.

PRIÈRE DE NOTER

Le présent document appartient au Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) et il ne doit servir qu'à des fins d'éducation et d'information. Toute utilisation incorrecte de son contenu est interdite. Il ne doit par ailleurs faire l'objet d'aucune vente ou utilisation à des fins commerciales. Une autorisation préalable du SCIC est requise pour pouvoir reproduire le contenu du document à des fins autres que l'éducation et l'information.

105-01768/

TABLE DES MATIÈRES

		PREMIER MINISTRE	PAGE
	Avant-propos		i
1.	Conférence de représentants du gouvernement du Canada et des différentes provinces Ottawa, du 8 au 13 octobre 1906 – Subsides aux provinces	(Laurier)	1
2.	Conférence de représentants du gouvernement du Canada et des gouvernements des différentes provinces Ottawa, du 19 au 22 novembre 1918 – Établissement agricole des anciens combattants, établissement agricole, transfert des ressources naturelles	(White – remplaçait Borden)	3
3.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, du 3 au 10 novembre 1927 – Divers points sous les rubriques « Constitution », « Finances » et « Questions sociales et économiques »	(King)	4
4.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, les 7 et 8 avril 1931 – Statut de Westminster	(Bennett)	7
5.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, les 8 et 9 avril 1932 – Assistance-chômage	(Bennett)	8
6.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, du 17 au 19 janvier 1933 – Divers points, y compris : chômage, pensions de vieillesse, droit des compagnies, chevauchements de compétences fédérales et provinciales	(Bennett)	9
7.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, les 18 et 19 janvier 1934 – Divers points, y compris : emploi, situation financière des provinces, droit des compagnies, taxes sur les spiritueux, Pacific Great Eastern Railway Company, demande par la Colombie-Britannique d'un traitement comparable	(Bennett)	10
8.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, du 9 au 13 décembre 1935 – Divers points, y compris : modification de la Constitution, relations fédérales-provinciales, taxation, services sociaux	(King)	11

		PREMIER MINISTRE	PAGE
9.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, les 14 et 15 janvier 1941 – Recommandations de la Commission Rowell-Sirois (relations fédérales-provinciales dans le domaine fiscal)	(King)	13
10.	Conférence fédérale-provinciale du rétablissement Ottawa, du 6 au 10 août 1945 – Rétablissement d'après-guerre et ententes financières fédérales-provinciales	(King)	15
11.	Conférence fédérale-provinciale du rétablissement Ottawa, du 29 avril au 3 mai 1946 – Accords financiers, investissement public, santé, pensions de vieillesse, assistance-chômage	(King)	17
12.	Conférence fédérale-provinciale sur la Constitution Ottawa, du 10 au 12 janvier 1950 – Modification de la Constitution	(St-Laurent)	18
13.	Conférence fédérale-provinciale sur la Constitution Québec, du 25 au 28 septembre 1950 – Modification de la Constitution	(St-Laurent)	19
14.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 4 au 7 décembre 1950 – Conventions fiscales, sécurité de la vieillesse, taxe de vente provinciale indirecte	(St-Laurent)	21
15.	Conférence fédérale-provinciale 1955 Réunion préliminaire Ottawa, les 26 et 27 avril 1955 – Assistance fédérale aux sans-travail, préparatifs pour la prochaine conférence	(St-Laurent)	22
16.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 3 au 6 octobre 1955 – Relations dans le domaine fiscal, mise en valeur des ressources naturelles, établissement d'un Comité fédéral-provincial permanent, santé et bien-être social	(St-Laurent)	23

TABLE DES MATIÈRES *(suite)*

		Premier Ministre	Page
17.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, le 9 mars 1956 – Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	(St-Laurent)	24
18.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, les 25 et 26 novembre 1957 – Assurance-hospitalisation, coût de l'aide aux indigents, assistance aux provinces de l'Atlantique, fiscalité	(Diefenbaker)	25
19.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, du 25 au 27 juillet 1960 – Diverses questions fiscales, y compris : impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, péréquation, taxe de vente provinciale indirecte, impôt visant les ressources naturelles, subventions conditionnelles, programmes à frais partagés	(Diefenbaker)	26
20.	Conférence du Dominion et des provinces Ottawa, du 26 au 28 octobre 1960 – Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	(Diefenbaker)	28
21.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, les 23 et 24 février 1961 – Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	(Diefenbaker)	29
22.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, les 26 et 27 juillet 1963 – Fonds de développement et de prêts aux municipalités, Régime de pensions du Canada	(Pearson)	30
23.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 26 au 29 novembre 1963 – Divers points, y compris : état de l'économie canadienne, subventions conditionnelles et programmes à frais partagés, relations fiscales, Régime de pensions du Canada	(Pearson)	31

		Premier Ministre	Page
24.	Conférence fédérale-provinciale Québec, le 31 mars et le 1er avril 1964 - Programmes à frais partagés et arrangements fiscaux, Régime de pensions du Canada, imposition, relations fiscales, prêts aux étudiants	(Pearson)	**33**
25.	Conférence fédérale-provinciale Charlottetown, du 31 août au 2 septembre 1964 - Modification de la Constitution	(Pearson)	**35**
26.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, les 14 et 15 octobre 1964 - Modification de la Constitution, Comité du régime fiscal, droits miniers d'exploration en bordure des côtes	(Pearson)	**36**
27.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 19 au 22 juillet 1965 - Divers points, y compris : sécurité sociale, expansion économique, Comité du régime fiscal, transports, ressources hydriques à l'intérieur du pays	(Pearson)	**37**
28.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 24 au 28 octobre 1966 - Financement de l'enseignement supérieur, arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces	(Pearson)	**39**
29.	Conférence fédérale-provinciale sur l'habitation et le développement urbain Ottawa, les 11 et 12 décembre 1967 - Habitation et problèmes de développement urbain	(Pearson)	**40**
30.	Conférence constitutionnelle Ottawa, du 5 au 7 février 1968 - Révision constitutionnelle, recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme	(Pearson)	**41**

		PREMIER MINISTRE	PAGE
31.	Conférence constitutionnelle Ottawa, du 10 au 12 février 1969 – Révision constitutionnelle	(Trudeau)	43
32.	Conférence constitutionnelle Ottawa, les 11 et 12 juin 1969 – Révision constitutionnelle	(Trudeau)	45
33.	Conférence constitutionnelle Ottawa, du 8 au 10 décembre 1969 – Révision constitutionnelle	(Trudeau)	46
34.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, les 16 et 17 février 1970 – Économie, agriculture dans l'Ouest, Comité du régime fiscal	(Trudeau)	48
35.	Conférence constitutionnelle Ottawa, les 14 et 15 septembre 1970 – Révision constitutionnelle	(Trudeau)	49
36.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, le 16 septembre 1970 – Divers points, y compris : réforme fiscale, agriculture, caisse de stabilisation économique	(Trudeau)	51
37.	Conférence constitutionnelle Ottawa, les 8 et 9 février 1971 – Révision constitutionnelle, chômage, ressources du Nord canadien	(Trudeau)	52
38.	Conférence constitutionnelle Victoria, du 14 au 16 juin 1971 – Révision constitutionnelle (« Charte de Victoria »)	(Trudeau)	54
39.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 15 au 17 novembre 1971 – Économie, emploi, arrangements fiscaux, consultations tripartites	(Trudeau)	56

		PREMIER MINISTRE	PAGE
40.	Conférence fédérale-provinciale Ottawa, du 23 au 25 mai 1973 – Divers points, y compris : système de sécurité sociale, programmes de santé, enseignement postsecondaire, expansion économique régionale, situation économique, acquisition de terrains par des étrangers	(Trudeau)	**57**
41.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'énergie Ottawa, les 22 et 23 janvier 1974 – Divers points, y compris : politique en matière de pétrole et gaz, politique nationale de l'énergie, mécanismes fédéraux-provinciaux permanents de consultation sur l'énergie	(Trudeau)	**58**
42.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'énergie Ottawa, les 9 et 10 avril 1975 – Conjoncture économique, prix du pétrole et du gaz et autres points connexes	(Trudeau)	**59**
43.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres Ottawa, les 14 et 15 juin 1976 – Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux, y compris : programmes à frais partagés, garantie de recettes fiscales, péréquation	(Trudeau)	**60**
44.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres Ottawa, les 13 et 14 décembre 1976 – Arrangements fiscaux, état de l'économie	(Trudeau)	**62**
45.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'économie Ottawa, du 13 au 15 février 1978 – Divers points, y compris : perspectives économiques et objectifs, politiques économiques d'ensemble, aspects régionaux de l'expansion économique, orientations sectorielles	(Trudeau)	**63**

		PREMIER MINISTRE	PAGE
46.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, du 30 octobre au 1er novembre 1978 – Charte des droits, partage des pouvoirs, institutions, processus de révision constitutionnelle (création du Comité permanent des ministres sur la Constitution ou CPMC), double emploi de services	(Trudeau)	**65**
47.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'économie Ottawa, du 27 au 29 novembre 1978 – Divers points, y compris : survol économique, marché du travail et emploi, coordination économique	(Trudeau)	**67**
48.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, les 5 et 6 février 1979 – Divers points, y compris : étude des questions soulevées à la Conférence constitutionnelle (30 octobre – 1er novembre 1978), programme de travail à venir sur le plan constitutionnel	(Trudeau)	**69**
49.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'énergie Ottawa, le 12 novembre 1979 – Approvisionnement en pétrole, prix et consommation du pétrole, fixation des prix de l'énergie et développement des sources, économies d'énergie, autosuffisance	(Clark)	**71**
50.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, du 8 au 13 septembre 1980 – Divers points, y compris : commerce, communications, chambre haute, Cour suprême, droit de la famille, pêches, ressources au large des côtes, péréquation, Charte des droits, rapatriement et formule d'amendement, pouvoirs en matière économique	(Trudeau)	**72**

		Premier Ministre	Page
51.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, du 2 au 5 novembre 1981 – Consensus sur le rapatriement, formule d'amendement de la Constitution, Charte des droits	(Trudeau)	**74**
52.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur l'économie Ottawa, du 2 au 5 février 1982 – Gestion économique, développement économique	(Trudeau)	**76**
53.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones Ottawa, les 15 et 16 mars 1983 – Divers points, y compris : Charte des droits, modification de la formule d'amendement, gouvernement autochtone autonome	(Trudeau)	**77**
54.	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones Ottawa, les 8 et 9 mars 1984 – Droits à l'égalité, traités et droits issus de traités, terres et ressources, gouvernement autochtone autonome	(Trudeau)	**79**
55.	Conférence des premiers ministres sur l'économie Regina, les 14 et 15 février 1985 – Investissement, formation et recyclage, commerce extérieur, développement économique régional (« Accord de Regina » établissant la « Conférence annuelle des premiers ministres »)	(Mulroney)	**81**
56.	Conférence des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones Ottawa, les 2 et 3 avril 1985 – Questions constitutionnelles intéressant les Autochtones, y compris : autonomie gouvernementale, égalité des droits pour les deux sexes	(Mulroney)	**82**

TABLE DES MATIÈRES *(suite)*

		Premier Ministre	Page
57.	Conférence annuelle des premiers ministres Halifax, les 28 et 29 novembre 1985 – Relations fédérales-provinciales, situation économique et financière, commerce, agriculture, pêches, développement économique et social	(Mulroney)	**84**
58.	Conférence annuelle des premiers ministres Vancouver, les 20 et 21 novembre 1986 – État de la fédération et économie, développement économique, égalité économique pour les femmes	(Mulroney)	**85**
59.	Conférence des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones Ottawa, les 26 et 27 mars 1987 – Modification constitutionnelle concernant l'autonomie gouvernementale des Autochtones, traités et questions s'y rattachant	(Mulroney)	**86**
60.	Conférence des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, le 3 juin 1987 – Signature de l'Accord constitutionnel de 1987	(Mulroney)	**88**
61.	Conférence annuelle des premiers ministres Toronto, les 26 et 27 novembre 1987 – Développement économique	(Mulroney)	**90**
62.	Conférence annuelle des premiers ministres Ottawa, les 9 et 10 novembre 1989 – Priorités fédérales-provinciales, environnement et développement durable, Accord du lac Meech	(Mulroney)	**92**
63.	Conférence des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, du 3 au 10 juin 1990 – Accord constitutionnel de 1987 (lac Meech)	(Mulroney)	**94**
64.	Reunion des premiers ministres sur l'économie Ottawa, le 19 décembre 1991 – Coordination de la démarche pour la reprise économique	(Mulroney)	**96**

		Premier Ministre	Page
65.	Réunion des premiers ministres sur l'économie Ottawa, le 10 février 1992 – Discussion antérieure au budget sur la reprise économique commune	(Mulroney)	97
66.	Réunion des premiers ministres sur l'économie Toronto, les 24 et 25 mars 1992 – Divers points, y compris : programmes sociaux, formation, infrastructure, barrières interprovinciales au commerce, commerce international, agriculture, pêcheries, coordination fiscale	(Mulroney)	98
67.	Réunion des premiers ministres sur la Constitution Ottawa, le 18 août 1992	(Mulroney)	100
68.	Réunion des premiers ministres sur la Constitution Charlottetown, les 27 et 28 août 1992 – Rapport du consensus sur la Constitution, Accords politiques, ébauche d'un document juridique sur l'Accord de Charlottetown	(Mulroney)	101
69.	Réunion des premiers ministres – Économie Ottawa, le 21 décembre 1993 – Renouvellement économique et responsabilité fiscale, création d'emplois et économie concurrentielle, coordination des programmes	(Chrétien)	103
70.	Réunion des premiers ministres – Commerce Ottawa, le 18 juillet 1994 – Commerce intérieur	(Chrétien)	104
71.	Réunion des premiers ministres Ottawa, les 20 et 21 juin 1996 – Économie canadienne, renouvellement de la fédération, article 49 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, emploi et croissance, dimensions sociales	(Chrétien)	105

		PREMIER MINISTRE	PAGE
72.	Réunion des premiers ministres Ottawa, les 11 et 12 décembre 1997 – Divers points, y compris : renouvellement de la politique sociale, santé, les jeunes et l'emploi	(Chrétien)	**106**
73.	Réunion des premiers ministres Ottawa, le 4 février 1999 – Entente-cadre sur l'union sociale	(Chrétien)	**108**
74.	Réunion des premiers ministres Ottawa, les 10 et 11 septembre 2000 – Soins de santé, développement de la petite enfance	(Chrétien)	**110**
75.	Réunion des premiers ministres Ottawa, les 4 et 5 février 2003 – Soins de santé	(Chrétien)	**112**
76.	Réunion des premiers ministres Ottawa, le 30 janvier 2004 – Soins de santé, santé publique, relations canado-américaines, gestion des urgences	(Martin)	**114**

AVANT-PROPOS

Plus de 17 années ont passé depuis que le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) a publié l'ouvrage « Conférences fédérales-provinciales des premiers ministres, 1906-1985 ». Au cours de cette période, les premiers ministres fédéraux et provinciaux ont eu 19 réunions officielles distinctes. Parmi elles, on retrouve les Conférences annuelles des premiers ministres prévues par l'Accord de Regina de 1985 ainsi que trois conférences sur la Constitution, dont une qui portait sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones. Depuis la Réunion sur l'économie, tenue en février 1992, toutes les réunions ont eu lieu à huis clos et elles étaient habituellement suivies immédiatement d'une conférence de presse. Pour donner en quelque sorte un caractère moins formel à cet instrument, à partir de 1990 on a changé le titre pour « Réunion (plutôt que Conférence) fédérale-provinciale des premiers ministres ». La plupart des réunions en question portaient essentiellement sur un seul thème général, notamment le commerce intérieur (en 1994), la refonte des politiques sociales et l'Entente-cadre sur l'union sociale (en 1997 et 1999 respectivement), et le financement des soins de santé en 2000, 2003 et 2004.

Les renseignements fournis dans le présent ouvrage sont tirés des dossiers de conférences officiels lorsqu'ils existent ainsi que de nos propres dossiers relatifs aux réunions qui ont eu lieu après 1967 et dont se sont occupés notre Secrétariat ou le Secrétariat de la Conférence constitutionnelle qui l'a précédé. D'autres sources de renseignements utiles furent également consultées, entre autres le Bureau du Conseil privé, le ministère des Finances, les Archives publiques et la Bibliothèque nationale du Canada, ainsi que la Bibliothèque du Parlement.

Même si l'on indique que la première Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres après la Confédération s'est tenue en 1906, des réunions de premiers ministres provinciaux ont eu lieu avant cela. (Pour de plus amples renseignements sur ce point ainsi que sur les réunions ultérieures de premiers ministres provinciaux, veuillez consulter l'ouvrage du SCIC intitulé « Conférences des premiers ministres provinciaux » dans notre site Web à www.scics.gc.ca). Le lecteur est prié de noter que le présent volume ne traite que des réunions fédérales-provinciales des premiers ministres (baptisées plus récemment réunions fédérales-provinciales-territoriales) qui avaient une portée nationale et dont la formule traduisait dans chaque cas une volonté des premiers ministres en question de se rencontrer dans un contexte intergouvernemental formel. Par conséquent, l'ouvrage fait abstraction des réunions de premiers ministres qui avaient un caractère informel, bilatéral ou régional.

En tant qu'organisme qui doit assurer la prestation de services administratifs aux réunions de premiers ministres, le Secrétariat espère que les renseignements du présent ouvrage seront utiles à ceux qui s'intéressent à cet important élément du fédéralisme canadien. Le contenu du volume sera mis sur support électronique dans notre site Web à l'adresse suivante : www.scics.gc.ca.

Le SCIC estime que les renseignements fournis sont dignes de foi, mais il accepte la responsabilité pour toute erreur ou omission que l'ouvrage est susceptible de comporter.

Je souhaite en outre exprimer ma gratitude au personnel du Secrétariat grâce auquel la production de l'ouvrage a pu être amenée à son aboutissement. Je remercie donc tout particulièrement Jane Dubé, Ghislaine Labonté, Stephen Nemeth et Nicole Henrie ainsi que Andre McArdle pour ses observations et Gilles Boileau pour la traduction. Nous sommes en outre tous très redevables à Andre Millar dont le travail a servi de fondement au premier volume.

Stuart Mackinnon
Secrétaire
Conférences Intergouvernementales Canadiennes

Ottawa,
Juillet 2004

CONFÉRENCE DE REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET DES DIFFÉRENTES PROVINCES

Du 8 au 13 octobre 1906

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- La question des subsides aux provinces

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. sir Wilfrid Laurier	4
Ontario	L'hon. J.P. Whitney	3
Québec	L'hon. Lomer Gouin (président)	3
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.H. Murray	2
Nouveau-Brunswick	L'hon. L.J. Tweedie	2
Manitoba	L'hon. R.P. Roblin	2
Colombie-Britannique	L'hon. Richard McBride	1
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Arthur Peters	2
Saskatchewan	L'hon. Walter Scott	2
Alberta	L'hon. A.C. Rutherford	2
		23

Secrétaires de la conférence : Charles Lanctôt et Joseph Pope

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Il s'agissait de la première Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres à avoir lieu depuis la Confédération. Elle a été convoquée par le premier ministre du Canada à la demande des provinces. Des réunions de premiers ministres provinciaux avaient déjà eu lieu en 1887 et 1902.
- Après le mot de bienvenue du premier ministre du Canada, la Conférence s'est poursuivie comme réunion interprovinciale, interrompant ses travaux à quatre occasions différentes afin de permettre aux délégués de rencontrer les représentants fédéraux en conférence conjointe.
- Le premier ministre du Québec a été élu président des séances conjointes et a assumé également la présidence des autres séances.
- Les représentants de la Nouvelle-Écosse étaient absents lors de la séance d'ouverture, mais ils ont assisté aux délibérations subséquentes.
- Un représentant du Parlement impérial était présent.
- Les séances de la conférence ont eu lieu à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir *Minutes des délibérations de la conférence des représentants du Canada et des provinces*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1906 et l'ouvrage de D.T. Braidwood, *A Survey of Dominion-Provincial Conferences 1906-1941*, Université de la Colombie-Britannique, 1941.

NOTES *(suite)*

Une réunion fédérale-provinciale portant sur les pouvoirs respectifs du gouvernement fédéral et des provinces en matière de constitution en corporations a eu lieu à Ottawa le 29 mars 1910. Le « Canadian Annual Review » de 1910 mentionne que deux premiers ministres étaient présents — le premier ministre du Canada et le premier ministre du Nouveau-Brunswick.

Il faut souligner qu'à la Conférence des premiers ministres provinciaux tenue à Ottawa en 1913, le premier ministre du Canada, sir Robert L. Borden, qui n'y participait pas, avait quand même été présenté aux participants auxquels il avait souhaité la bienvenue au nom de son gouvernement.

Une brève conférence sans caractère officiel a eu lieu le 14 et le 15 février 1918 afin de discuter de la crise alimentaire qui sévissait à cette époque. Les points suivants ont été abordés durant cette conférence :

- *Collaboration à une campagne en vue d'accélérer la production d'aliments*
- *Les problèmes de la main-d'œuvre agricole et le carburant*
- *La réhabilitation des soldats de retour*
- *La création d'une politique d'immigration « après-guerre »*

CONFÉRENCE DE REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA ET DES GOUVERNEMENTS DES DIFFÉRENTES PROVINCES

Du 19 au 22 novembre 1918

Chambre du Sénat (Musée Victoria), Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Le problème de l'établissement des anciens combattants
- La question de l'établissement agricole en général
- La demande des provinces des Prairies pour la rétrocession de leurs ressources naturelles

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	L'hon. sir William Thomas White Premier ministre suppléant	9
Ontario	L'hon. sir William Hearst	4
Québec	L'hon. Lomer Gouin	4
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.H. Murray	5
Nouveau-Brunswick	L'hon. W.E. Foster	4
Manitoba	L'hon. T.C. Norris	3
Colombie-Britannique	L'hon. John Oliver	2
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. A.E. Arsenault	2
Saskatchewan	L'hon. W.M. Martin	4
Alberta	L'hon. Charles Stewart	3
		40

Secrétaires de la conférence : Vincent Massey et Charles Lanctôt

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Le ministre des Finances, l'honorable sir William Thomas White, remplaçait le premier ministre, sir Robert L. Borden, qui assistait aux conférences pour la paix à Londres. Le ministre fédéral des Travaux publics, l'honorable F.B. Carvell, présidait la conférence.
- Les séances de la conférence ont eu lieu à huis clos.
- Le 20 novembre, les provinces se sont réunies séparément en séance extraordinaire afin de discuter d'une demande de reprise en main de leurs ressources naturelles par le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta.
- Pour plus de renseignements, voir également l'ouvrage de D.T. Braidwood, *A Survey of Dominion-Provincial Conferences 1906-1941*, Université de la Colombie-Britannique, 1941.

Une conférence industrielle nationale des gouvernements fédéral et provinciaux ainsi que de représentants des employeurs et du secteur ouvrier, portant sur les relations industrielles, les lois ouvrières et les éléments du traité de paix qui concernaient le travail, a eu lieu à Ottawa du 15 au 20 septembre 1919. Une étude du compte rendu officiel de cette réunion révèle qu'elle n'a pas été considérée comme une Conférence des premiers ministres (seulement trois d'entre eux y ont assisté), mais plutôt comme une conférence devant réunir des représentants d'employeurs et de travailleurs de partout au Canada avec des représentants des gouvernements fédéral et des provinces.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Du 3 au 10 novembre 1927

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

CONSTITUTION

1. Réforme du Sénat
2. Procédure pour amender l'Acte de l'Amérique du Nord britannique
3. Participation des provinces aux conférences internationales du travail
4. Réglementation des avions et de l'aéronautique
5. Loi concernant les différends industriels
6. Constitution et fonctionnement des compagnies, y compris les compagnies de fiducie, de prêts et d'assurance
7. Réglementation de la vente des actions et obligations des compagnies fédérales
8. Représentation de la Nouvelle-Écosse à la Chambre des communes

FINANCES

1. Subsides fédéraux, y compris recommandations du rapport Duncan s'y rapportant
2. Autres contributions fédérales proposées :
   a) pour la construction de chemins
   b) pour l'enseignement technique
   c) pour l'enseignement agricole
   d) pour secourir les chômeurs
   e) pour l'industrie de l'acier
3. Partage des terres fédérales
4. Loi concernant les prêts agricoles canadiens, 1927
5. Taxation :
   a) Délimitation des sphères de taxation
   b) Taxation des chemins de fer nationaux du Canada
   c) Taxation comparée
   d) Impôt sur le revenu et méthode de perception
   e) Préséance dans le recouvrement de créances
6. Abaissement des droits de douane et d'accise
7. Étude des questions sujettes à la juridiction des gouvernements fédéral et provinciaux :
   a) Agriculture
   b) Service de police
   c) Hygiène
   d) Construction et entretien des chemins de fer
   e) Établissement de marchés pour les produits canadiens
   f) Établissement de laboratoires nationaux de recherches et coopération en matière de recherches

QUESTIONS SOCIALES ET ÉCONOMIQUES

1. Immigration, coordination fédérale et provinciale
2. Problèmes du combustible
3. Pensions de vieillesse, assurance sociale
4. Exploitation des ressources d'énergie électrique
5. Pêcheries
6. Alimentation des enfants et transmission de l'infection
7. Problème oriental
8. Assurance de chômage pour les soldats désavantagés
9. Distribution des amendes

Ordre du jour *(suite)*

10. Importation des spiritueux – Loi de tempérance du Canada
11. La peine du fouet infligée pour contravention à la Loi des stupéfiants
12. Nationalité canadienne

1. Taxation des terres affectées à l'établissement des soldats
2. Amendements à la Loi de tempérance du Canada pour défendre l'importation de spiritueux par les particuliers

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. W.L. Mackenzie King (président)	18
Ontario	L'hon. G.H. Ferguson	8
Québec	L'hon. Louis A. Taschereau	2
Nouvelle-Écosse	L'hon. E.N. Rhodes	4
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B.M. Baxter	7
Manitoba	L'hon. John Bracken	5
Colombie-Britannique	L'hon. J.D. MacLean	3
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Albert C. Saunders	3
Saskatchewan	L'hon. J.G. Gardiner	5
Alberta	L'hon. John E. Brownlee	5
		60

Secrétaire de la Conférence : L.C. Moyer

Photo: Bureau de cinématographie du gouvernement canadien/Archives nationales du Canada/PA-125133

Le premier ministre de l'Ontario, l'hon. Howard Ferguson, le très hon. Mackenzie King, et le premier ministre du Québec, l'hon. L.A. Taschereau.

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la Conférence ont eu lieu à huis clos.
- Un résumé officiel des discussions a été distribué chaque jour, après avoir reçu l'approbation des participants, par l'entremise du premier ministre, M. King, et du premier ministre de Nouvelle-Écosse, M. Rhodes.
- Il est écrit dans le rapport des discussions de la journée d'ouverture que certaines personnes avaient demandé de se faire entendre, mais qu'on a décidé de suivre l'exemple de la Conférence impériale qui avait eu lieu en Angleterre et de n'admettre aucune députation extérieure.
- Pour plus de renseignements, voir également *Sommaire des discussions, Conférence fédérale-provinciale, du 3 au 10 novembre 1927*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1928.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Les 7 et 8 avril 1931

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Les provinces ont eu la possibilité d'exprimer leurs vues au sujet du Statut de Westminster et de l'article 7 proposé.

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. R.B. Bennett (président)	4
Ontario	L'hon. George S. Henry	3
Québec	L'hon. Louis A. Taschereau	4
Nouvelle-Écosse	L'hon. W.L. Hall, procureur général	1
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B.M. Baxter	3
Manitoba	L'hon. Robert A. Hoey, ministre de l'Éducation	1
Colombie-Britannique	L'hon. Simon F. Tolmie	2
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter M. Lea	1
Saskatchewan	L'hon. Murdock MacPherson, procureur général	2
Alberta	L'hon. John E. Brownlee	2
		23

Secrétaire de la conférence : Lester B. Pearson

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Les séances de la Conférence ont eu lieu à huis clos.
- Le 7 avril, le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux ont souhaité la bienvenue au nouveau gouverneur général et à son épouse, le comte et la comtesse Bessborough.
- Pour plus de renseignements, voir *Constitutional Amendment in Canada*, de Paul Gérin-Lajoie, University of Toronto Press, 1950 (page 102).

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Les 8 et 9 avril 1932

Bureau du ministre des Finances, édifice de l'Est, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Mesures d'assistance-chômage.

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. R.B. Bennett (président)
Ontario	L'hon. Col. W.H. Price, procureur général
Québec	L'hon. Louis A. Taschereau
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gordon S. Harrington
Nouveau-Brunswick	L'hon. C.D. Richards
Manitoba	L'hon. W.R. Clubb, ministre des Travaux publics
Colombie-Britannique	L'hon. Rolph Bruhn, ministre des Travaux publics
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J.D. Stewart
Saskatchewan	L'hon. W.A. Buckle, ministre de l'Agriculture
Alberta	L'hon. John E. Brownlee

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Les séances de la Conférence ont eu lieu à huis clos.
- Une allusion à la conférence fut faite subséquemment par le ministre fédéral du Travail, l'honorable W.A. Gordon, au cours d'un débat à la Chambre des communes le 28 avril 1932. M. Gordon expliqua alors que celle-ci avait été convoquée afin d'étudier les difficultés financières éprouvées par certaines municipalités en raison de leur participation au programme de travaux publics destinés à réduire le chômage, et que les premiers ministres provinciaux avaient été invités à « venir à Ottawa en vue de discuter de la question des méthodes à employer... en imposant le fardeau le moins lourd possible au Dominion, aux provinces et aux municipalités ».
- Pour plus de renseignements, voir les comptes rendus donnés par le *Globe* et l'*Ottawa Evening Citizen*.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Du 17 au 19 janvier 1933

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Le chômage actuel et l'état des mesures d'assistance
2. Les compétences législatives du Dominion et des provinces en matière de pensions de vieillesse, de chômage et d'assurance sociale
3. Le chevauchement des mesures du Dominion et des provinces relativement à l'impôt
4. Le droit des compagnies
5. Les pouvoirs à l'égard des sociétés d'assurance
6. La nécessité d'éviter les chevauchements dans les domaines où le Dominion et les administrations provinciales partagent les compétences, par exemple l'agriculture et la santé
7. La réglementation des services de camionnage et d'autobus qui font concurrence aux installations interprovinciales et nationales de transport ferroviaire
8. Les données statistiques uniformes

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. R.B. Bennett (président)
Ontario	L'hon. George S. Henry
Québec	L'hon. Louis A. Taschereau
Nouvelle-Écosse	L'hon. Percy Black, ministre de la Voirie
Nouveau-Brunswick	L'hon. C.D. Richards
Manitoba	L'hon. John Bracken
Colombie-Britannique	L'hon. J.W. Jones, ministre des Finances et des Industries
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James D. Stewart
Saskatchewan	L'hon. J.T.M. Anderson
Alberta	L'hon. John E. Brownlee

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Les séances de la Conférence ont eu lieu à huis clos.
- Deux comités, l'un sur les problèmes de chômage et l'autre sur la Constitution, ont été mis sur pied. Leurs membres se sont réunis le 18 janvier en après-midi et ont fait rapport à la conférence le lendemain.
- Une réunion des premiers ministres des provinces de l'Ouest a eu lieu le 16 janvier.
- Pour plus de renseignements, voir les comptes rendus donnés par le *Globe* et l'*Ottawa Evening Citizen*.

D.T. Braidwood a mentionné, dans « A Survey of Dominion-Provincial Conferences 1906-1941 », Université de la Colombie-Britannique, 1941, qu'en décembre 1933, une conférence mineure sans caractère officiel avait été convoquée en vue de discuter de la question des routes et des transporteurs publics, élément nouveau et en évolution de l'organisation du transport au Canada.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Les 18 et 19 janvier 1934

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

A) *Points proposés par le gouvernement fédéral*
1. L'emploi et les mesures d'assistance
2. La situation financière des provinces
3. L'établissement d'une loi uniforme des compagnies

B) *Autres points proposés par les gouvernements provinciaux*

Colombie-Britannique
4. Les taxes et les droits de douane sur les spiritueux
5. La mainmise des Chemins de fer nationaux du Canada sur la Pacific Great Eastern Railway Company
6. La création d'une commission royale chargée d'étudier la demande par la Colombie-Britannique d'un traitement comparable à celui dont bénéficient les autres provinces

Alberta
7. L'office de mise en marché des producteurs

Saskatchewan
8. Subvention au titre du retour à la terre

Alberta et Saskatchewan
9. Les crédits agricoles à court terme

Québec
10. L'autorisation de loteries à des fins de bienfaisance

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. R.B. Bennett (président)
Ontario	L'hon. George S. Henry
Québec	L'hon. Louis A. Taschereau
Nouvelle-Écosse	L'hon. Angus L. Macdonald
Nouveau-Brunswick	L'hon. L.P.D. Tilley
Manitoba	L'hon. John Bracken
Colombie-Britannique	L'hon. T.D. Pattullo
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J.P. MacMillan
Saskatchewan	L'hon. J.T.M. Anderson
Alberta	L'hon. John E. Brownlee

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Les séances de la conférence ont eu lieu à huis clos.
- Selon le *Rapport de la Conférence fédérale-provinciale, 1934*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1934, on a discuté des recommandations au sujet de mesures d'emploi et d'assistance pour 1934, d'un projet de Loi sur les compagnies, des crédits agricoles à court terme et de l'autorisation de loteries à des fins de bienfaisance.
- Pour plus de renseignements, voir également l'ouvrage de D.T. Braidwood, *A Survey of Dominion-Provincial Conferences 1906-1941*, Université de la Colombie-Britannique, 1941, et les comptes rendus donnés à l'époque par le *Globe* et l'*Ottawa Evening Citizen*.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Du 9 au 13 décembre 1935

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La meilleure méthode à suivre dans la révision de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique
2. Rapports financiers entre le Dominion et les provinces, et impôts
3. Chômage et secours
4. Responsabilité à l'égard des services sociaux et coordination de ceux-ci
5. Exploitation minière et taxation
6. Agriculture et organisation des marchés
7. Expansion du tourisme

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. W.L. Mackenzie King (président)	15*
Ontario	L'hon. Mitchell F. Hepburn	16
Québec	L'hon. Louis A. Taschereau	12
Nouvelle-Écosse	L'hon. Angus L. Macdonald	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. A. Allison Dysart	14
Manitoba	L'hon. John Bracken	7
Colombie-Britannique	L'hon. T.D. Pattullo	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. W.M. Lea	3
Saskatchewan	L'hon. W.J. Patterson	4
Alberta	L'hon. William M. Aberhart	8
		94

Secrétaire de la conférence : John E. Read

* Excluant les conseillers de la fonction publique.

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Le premier ministre a déclaré que l'organisation des travaux de la conférence était inspirée des formules qui ont fait leurs preuves aux conférences impériales et à d'autres réunions intergouvernementales. Il a mentionné en outre qu'il s'agissait de la huitième conférence fédérale-provinciale à avoir lieu depuis la Confédération.
- Les participants se sont réunis en séance plénière en avant-midi le 9 décembre pour adopter l'ordre du jour et constituer six comités de la conférence chargés des questions suivantes : le tourisme; l'exploitation minière et la taxation; l'agriculture et l'organisation des marchés; les questions constitutionnelles; le chômage et le secours; et les questions financières. Les participants se réunirent de nouveau en séance plénière en après-midi le 13 décembre. L'intervalle fut consacré aux travaux des comités dont les rapports furent présentés à la séance plénière de clôture. Chaque comité était présidé par un ministre fédéral.
- La séance d'ouverture de la conférence a été publique mais les réunions des comités se sont tenues à huis clos.

NOTES *(suite)*

- Le premier ministre a déclaré dans son allocution de clôture qu'il remerciait les participants à la conférence d'avoir accepter l'idée qu'une conférence n'est que cela. Il ajoutait qu'une erreur trop fréquente dans le passé consistait à considérer une conférence comme un échec si les questions n'y étaient pas réglées une bonne fois pour toutes. Plus tôt au cours de la séance de clôture, M. King avait déclaré qu'on ne devait pas oublier la véritable nature de tels travaux puisqu'en effet, une conférence fédérale-provinciale n'est ni un cabinet ni un parlement. Il estimait plutôt qu'il s'agit d'une institution permettant aux représentants des gouvernements fédéral et provinciaux de s'entretenir, d'échanger des renseignements, d'exprimer leurs opinions et de formuler des propositions en vue de leur coopération pour ensuite pouvoir les soumettre aux gouvernements concernés, au Parlement du Canada et aux assemblées législatives des provinces.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence du Dominion et des provinces, 1935, Compte rendu des délibérations*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1936.

Photo : Inconnue/Archives nationales du Canada/C-049587

Les représentants qui participaient à la Conférence du Dominion et des provinces

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Les 14 et 15 janvier 1941

Chambre des communes, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Étude des recommandations de la Commission royale d'enquête sur les relations entre le Dominion et les provinces (Commission Rowell-Sirois) — relations fédérales-provinciales dans le domaine fiscal.

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. W.L. Mackenzie King (président)	18*
Ontario	L'hon. Mitchell F. Hepburn	14
Québec	L'hon. Adélard Godbout	19
Nouvelle-Écosse	L'hon. A.S. MacMillan	12
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B. McNair	12
Manitoba	L'hon. John Bracken	11
Colombie-Britannique	L'hon. T.D. Pattullo	14
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Thane A. Campbell	6
Saskatchewan	L'hon. W.J. Patterson	12
Alberta	L'hon. William M. Aberhart	9
		127

Secrétaire de la conférence : Alex Skelton Secrétaire français : Paul Fontaine

* Excluant les conseillers de la fonction publique

Photo : ONF/Archives nationales du Canada/C-007491

Le très hon. Mackenzie King et les premiers ministres provinciaux à la Conférence du Dominion et des provinces

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La Conférence a commencé par des déclarations générales des gouvernements fédéral et provinciaux. Elle a ensuite ajourné afin qu'un comité puisse se réunir pour discuter de l'ordre du jour à suivre ainsi que des réunions de comités en vue de l'étude de divers aspects du rapport de la Commission royale.
- La conférence a repris ses travaux en après-midi le 15 janvier pour prendre connaissance du rapport du comité de l'ordre du jour. Trois premiers ministres provinciaux ayant déclaré qu'ils refuseraient de siéger à des comités chargés d'étudier des questions découlant du rapport Rowell-Sirois, on n'a recommandé la formation d'aucun comité. Les quatre comités de travail sur les questions financières, le travail et le chômage, les problèmes spéciaux, et les questions constitutionnelles, proposés par le gouvernement fédéral avant la conférence, ne se sont donc pas réunis.
- Suite à la présentation du rapport du comité de l'ordre du jour, le ministre fédéral des Finances a expliqué la situation financière du Canada et les mesures que le gouvernement fédéral allait devoir prendre, nonobstant leurs effets néfastes sur les recettes provinciales, si le rapport de la Commission royale n'était pas adopté.
- Après de plus amples discussions et débats et après avoir constaté que trois provinces seraient absentes si la conférence reprenait ses délibérations le lendemain, le président a décidé qu'il était inutile de poursuivre les travaux. La clôture de la réunion a été prononcée et l'on a chanté l'hymne national.
- La séance de l'avant-midi du 15 janvier s'est déroulée à huis clos tandis que celles du 14 janvier et de l'après-midi du 15 janvier furent publiques.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence du Dominion et des provinces, sommaire*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1941.

Photo : ONF/Archives national du Canada/C-026112

Le très hon. Mackenzie King s'adresse aux participants à la séance d'ouverture de la Conférence du Dominion et des provinces, Chambre des communes

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DU RÉTABLISSEMENT

Du 6 au 10 août 1945

Chambre des communes, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Même si aucun ordre du jour officiel n'a été produit, les propositions fédérales et provinciales concernaient le rétablissement d'après-guerre et les ententes financières entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Ces propositions furent subséquemment étudiées sous les rubriques suivantes : ententes financières, placements publics, sécurité sociale, agriculture, travail et logement.

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. W.L. Mackenzie King (président)	75
Ontario	L'hon. George Drew	35
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	8
Nouvelle-Écosse	L'hon. A.S. MacMillan	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B. McNair	23
Manitoba	L'hon. Stuart S. Garson	11
Colombie-Britannique	L'hon. John Hart	12
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Walter Jones	7
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	10
Alberta	L'hon. E.C. Manning	9
		203

Secrétaire de la conférence : Alex Skelton

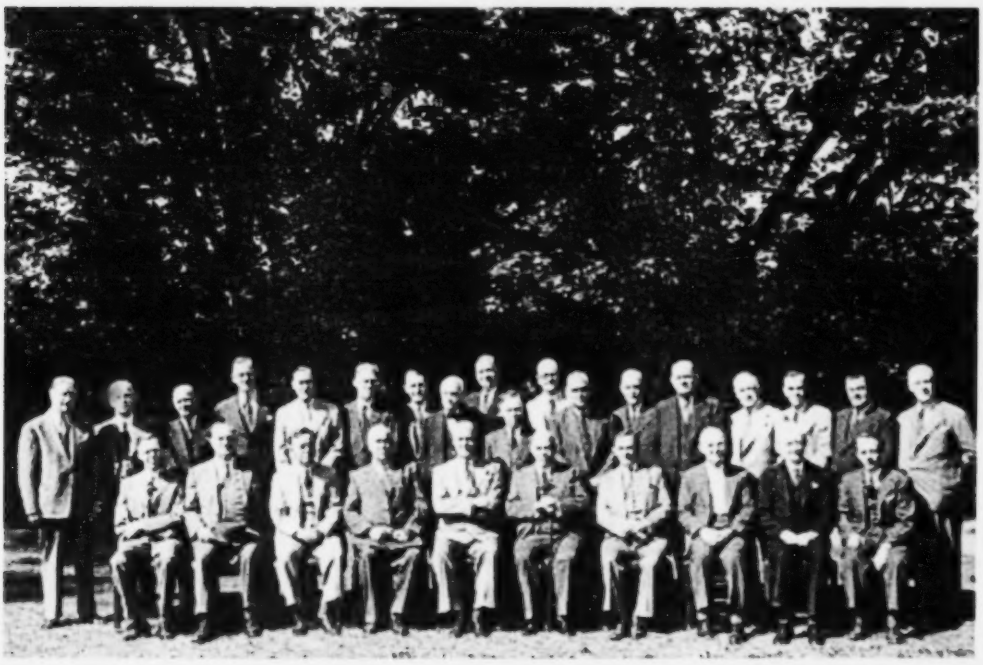

Photo : Inconnue/Archives nationales du Canada/C-026925

Les participants à la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La Conférence fédérale-provinciale du rétablissement s'est déroulée en deux séances plénières, soit du 6 au 10 août 1945 et du 29 avril au 3 mai 1946 (chacune est considérée comme une conférence distincte dans le présent volume). Dans l'intervalle entre les deux, le Comité de coordination de la conférence s'est réuni aux trois dates suivantes : du 26 au 30 novembre 1945; du 28 janvier au 1er février 1946 et les 25 et 26 avril 1946.
- Dans son allocution d'ouverture, le premier ministre du Canada a déclaré que l'objet de la Conférence était d'assurer « le maximum de collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux afin que le peuple canadien puisse accomplir à l'unisson les œuvres constructives de la paix ». Il ajoutait que la réunion pourrait bien être la plus importante depuis la Confédération.
- Un ensemble complet de propositions portant sur un accord fédéral-provincial fut déposé par le gouvernement fédéral à l'ouverture des délibérations de la conférence. Certaines provinces ont également présenté des propositions, tandis que d'autres ont fait des déclarations informelles. Un comité de coordination fut établi pour étudier ces propositions, et faire rapport à la prochaine séance plénière de la conférence. Le comité de coordination était composé du premier ministre du Canada, des trois ministres fédéraux de la Justice, des Finances et de la Reconstruction ainsi que des neuf premiers ministres provinciaux.
- Le comité directeur de la conférence, dont le mandat était de superviser et de coordonner les travaux de tous les comités permanents établis par la conférence et de recommander la création d'autres comités au besoin, s'est réuni à huis clos le 8 août. Les autres réunions plénières de la conférence furent publiques.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale (1945), Mémoires du Dominion et des provinces et délibérations de la conférence plénière*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1946.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DU RÉTABLISSEMENT

Du 29 avril au 3 mai 1946

Chambre du Sénat, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Accords financiers
- Investissement public
- Santé
- Pensions de vieillesse
- Assistance-chômage
- Conclusion de nouveaux accords

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. W.L. Mackenzie King (président)
Ontario	L'hon. George A. Drew
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis
Nouvelle-Écosse	L'hon. Angus L. Macdonald
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B. McNair
Manitoba	L'hon. Stuart S. Garson
Colombie-Britannique	L'hon. John Hart
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Walter Jones
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas
Alberta	L'hon. E.C. Manning

Secrétaire de la conférence : Alex Skelton

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Il s'agissait de la deuxième séance plénière de la Conférence fédérale-provinciale du rétablissement. La première séance plénière avait eu lieu en août 1945 et elle fut suivie de réunions du comité de coordination de la Conférence. Le comité a examiné les propositions déposées à la séance d'août 1945, pour ensuite faire rapport à la deuxième séance plénière de la conférence le 29 avril 1946.
- Les séances de la conférence ont été publiques.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale (1945), Mémoires du Dominion et des provinces et délibérations de la conférence plénière*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1946.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR LA CONSTITUTION

Du 10 au 12 janvier 1950

Chambre des communes, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- La négociation d'une méthode devant permettre aux autorités canadiennes de modifier la Constitution du Canada

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Louis S. St-Laurent (président)	15
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	9
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	10
Nouvelle-Écosse	L'hon. Angus L. Macdonald	5
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B. McNair	9
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell	5
Colombie-Britannique	L'hon. Byron I. Johnson	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Walter Jones	5
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	7
Alberta	L'hon. E.C. Manning	4
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	4
		80

Secrétaires de la conférence : R. Gordon Robertson, Paul Pelletier et Muriel Ann Mosely.

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Il s'agissait de la première Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres convoquée pour traiter exclusivement du rapatriement et de la modification de la Constitution canadienne.
- Il s'agissait également de la première conférence à laquelle participait Terre-Neuve qui avait adhéré à la Confédération en 1949.
- Avant sa clôture, la conférence a créé un Comité permanent de la conférence constitutionnelle composé de représentants des gouvernements fédéral et provinciaux et présidé par le procureur général fédéral. La raison d'être du comité permanent était de concilier les points de vue des divers gouvernements. Ses membres devaient faire rapport à leur législature respective sur la méthode de modification.
- Les séances de la Conférence furent publiques.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale au sujet de la Constitution*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1950.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR LA CONSTITUTION

Du 25 au 28 septembre 1950

Assemblée législative, Hôtel du gouvernement, Québec (Québec)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- La négociation d'une méthode devant permettre aux autorités canadiennes de modifier la Constitution du Canada.

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. L.S. St-Laurent (président)	10
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	9
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	11
Nouvelle-Écosse	L'hon. Angus L. Macdonald	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B. McNair	4
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell	6
Colombie-Britannique	L'hon. Byron I. Johnson	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Walter Jones	3
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	5
Alberta	L'hon. E.C. Manning	4
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	4
		69

Secrétaires de la conférence : R.G. Robertson, Paul Pelletier et Muriel Ann Moseley.

Photo : G. Lunney/ONF/Archives nationales du Canada/PA-116784

Les délégués à la Conférence fédérale-provinciale sur la Constitution en compagnie du gouverneur général

Communiqué de la conférence

- Communiqué de presse portant sur les discussions qui avaient eu lieu tant à Ottawa (conférence constitutionnelle précédente, en janvier) qu'à Québec, au sujet de la position constitutionnelle et de la méthode devant permettre de modifier la Constitution du Canada.

NOTES

- Le président a déclaré qu'il s'agissait de la première Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres à avoir lieu à l'extérieur d'Ottawa.
- On a étudié les conclusions du comité permanent constitué à la conférence précédente de janvier et l'on a poursuivi la discussion sur les modalités de modification de la Constitution au Canada.
- Les séances de la conférence furent publiques les 25, 27 et 28 septembre, mais elles se déroulèrent à huis clos le 26.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale au sujet de la Constitution*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1950.

Photo : G. Lunney/ONF/Archives nationales du Canada/PA-116783

Séance de la Conférence fédérale-provinciale sur la Constitution, salle de l'Assemblée législative, Hôtel du gouvernement

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 4 au 7 décembre 1950

Chambre des communes, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Offre du gouvernement fédéral concernant de nouvelles conventions fiscales
- Offre du gouvernement fédéral concernant la sécurité de la vieillesse
- Une proposition provinciale visant à modifier la Constitution en vue de permettre aux assemblées législatives provinciales d'imposer une taxe indirecte sur la vente au détail.

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Louis S. St-Laurent (président)	10*
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	19
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	8
Nouvelle-Écosse	L'hon. Angus L. Macdonald	4
Nouveau-Brunswick	L'hon. J.B. McNair	14
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell	12
Colombie-Britannique	L'hon. Herbert Anscomb, ministre des Finances	11
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Walter Jones	5
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	9
Alberta	L'hon. E.C. Manning	8
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	9
		109

Secrétaires de la conférence : R.Gordon Robertson et Paul Pelletier

* Excluant les conseillers de la fonction publique.

Communiqué de la conférence

- Déclaration du président à la presse à la clôture de la Conférence
  - Offre du gouvernement fédéral concernant de nouvelles conventions fiscales
  - Offre du gouvernement fédéral concernant la sécurité de la vieillesse
  - Une proposition provinciale visant à modifier la Constitution en vue de permettre aux assemblées législatives provinciales d'imposer une taxe indirecte sur la vente au détail

NOTES

- Les séances de la conférence ont été publiques le 4 décembre et l'avant-midi du 5 décembre. Par la suite, elles se sont déroulées à huis clos.
- Les participants ont créé un sous-comité sur la sécurité de la vieillesse qui s'est réuni le 6 décembre et a fait rapport le 7.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale*, Imprimeur du Roi, Ottawa, 1951.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE 1955, RÉUNION PRÉLIMINAIRE

Les 26 et 27 avril 1955

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Participation du gouvernement fédéral au coût de l'assistance accordée aux sans-travail qui ne reçoivent pas de prestations de chômage
- Établissement d'un comité formé de représentants fédéraux et provinciaux, qui rassemblera les données essentielles, examinera certains problèmes techniques concernant le point ci-dessus et fera rapport à une réunion fédérale-provinciale de ministres aussitôt que possible
- Établissement d'un comité formé de représentants provinciaux qui se réunira sous la présidence du sous-ministre fédéral des Finances afin de préparer une documentation statistique et technique à l'intention de la conférence fédérale-provinciale d'octobre.
- Création d'un programme des délibérations de la conférence d'octobre

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Louis S. St-Laurent (président)	17
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	28
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	4
Nouvelle-Écosse	L'hon. Henry D. Hicks	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. Hugh John Flemming	8
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell	5
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. A.W. Matheson	2
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	5
Alberta	L'hon. E.C. Manning	3
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	5
		90

Secrétaire de la conférence : Paul Pelletier

Communiqué de la conférence

- Communiqué de presse
  - Organisation de la conférence d'octobre
  - Points à inscrire au programme des délibérations de la conférence d'octobre
  - Question de la participation fédérale au coût de l'assistance accordée aux sans-travail qui ne reçoivent pas de prestations de chômage

NOTES

- Le but de la conférence était de préparer la Conférence fédérale-provinciale qui devait avoir lieu en octobre 1955.
- Les séances du 26 avril furent publiques tandis que celles du 27 se sont déroulées à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale, Réunion préliminaire*. (26 avril), Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1955.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 3 au 6 octobre 1955

Chambre des communes, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Relations fédérales-provinciales dans le domaine fiscal
2. Investissements publics et mise en valeur des ressources naturelles
3. Opportunité d'établir un Comité fédéral-provincial permanent
4. Services de santé et de bien-être social
5. Dates et programmes d'autres conférences spéciales qu'il pourrait être opportun de convoquer

Premiers ministres présents		Délégués et conseillers
Fédéral	Le très hon. Louis S. St-Laurent (président)	23
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	37
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	15
Nouvelle-Écosse	L'hon. Henry D. Hicks	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Hugh John Flemming	21
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell	10
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	12
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. A.W. Matheson	7
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	15
Alberta	L'hon. E.C. Manning	10
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	6
		169

Secrétaire de la conférence : Paul Pelletier

Communiqué de la conférence

- Communiqué de presse au sujet de l'assistance-chômage
- Communiqué de presse général
  - Questions fiscales fédérales-provinciales
  - Assurance santé
  - Assistance-chômage

NOTES

- Les séances de la Conférence ont été publiques le 3 octobre et se sont tenues à huis clos du 4 au 6 octobre.
- La conférence a établi un comité de fonctionnaires fédéraux et provinciaux chargés d'échanger des renseignements et d'examiner des problèmes techniques en matière de relations fédérales-provinciales dans les secteurs financiers et économiques. On a mis également sur pied un comité de ministres fédéral et provinciaux pour étudier la question de l'assurance-maladie dont la conférence avait discuté au préalable.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale 1955*, (3 octobre), Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1955.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Le 9 mars 1956

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour la période du 1er avril 1957 au 31 mars 1962

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. Louis S. St-Laurent (président)
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis
Nouvelle-Écosse	L'hon. Henry D. Hicks
Nouveau-Brunswick	L'hon. Hugh John Flemming
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. A.W. Matheson
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas
Alberta	L'hon. E.C. Manning
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Les participants ont poursuivi les discussions sur les relations fédérales-provinciales, amorcées à la Conférence fédérale-provinciale d'octobre 1955. Ils ont surtout examiné les propositions fédérales concernant de nouveaux arrangements fiscaux, y compris les paiements de péréquation.
- Il est rapporté que la Conférence n'a duré que 5 heures et 15 minutes. Les séances se sont déroulées à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir les comptes rendus donnés à l'époque par le *Globe and Mail* et l'*Ottawa Citizen* et les *Débats de la Chambre des communes*, 1956 (pages 2073-2074).

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Les 25 et 26 novembre 1957

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Le financement de l'assurance-hospitalisation
- Le partage du coût de l'aide aux indigents
- Assistance spéciale aux provinces de l'Atlantique
- La fiscalité

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. John G. Diefenbaker (président)	17
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	22
Québec	L'hon. Maurice L. Duplessis	9
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Hugh John Flemming	15
Manitoba	L'hon. Douglas L. Campbell	15
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	17
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. A.W. Matheson	9
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	11
Alberta	L'hon. E.C. Manning	10
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	12
		146

Secrétaire de la conférence : Jean Fournier

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Financement de l'assurance-hospitalisation
  - Partage du coût de l'aide aux indigents
  - Assistance spéciale aux provinces de l'Atlantique
  - Fiscalité
  - Loi sur l'assistance-chômage
  - Loi sur les accords de partage fiscal

NOTES

- Les séances du 25 novembre furent publiques, tandis que celles du 26 furent publiques et à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations de la Conférence fédérale-provinciale 1957*, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1958.

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Du 25 au 27 juillet 1960

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

- Arrangements fiscaux possibles après le 31 mars 1962 concernant les questions suivantes :
  a) dispositions relatives à l'impôt sur le revenu des particuliers, à l'impôt sur le revenu des sociétés et aux droits de succession
  b) paiements de péréquation et subventions fiscales, et examen de formules possibles
  c) paiements de stabilisation
- Taxe de vente provinciale indirecte sur les ventes au détail
- Règles uniformes en vue de l'attribution de bénéfices des sociétés et du revenu des particuliers aux provinces
- Impôt sur les industries exploitant les ressources naturelles
- Partage de l'impôt fédéral perçu des sociétés dont l'activité principale consiste à distribuer au public, ou à produire pour distribution au public, de l'énergie électrique, du gaz ou de la vapeur
- Application de la taxe de vente aux sociétés de la Couronne
- Subventions conditionnelles et programmes à frais partagés

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. John G. Diefenbaker (président)	20
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	30
Québec	L'hon. Jean Lesage	11
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	10
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	12
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	9
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	12
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	5
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	15
Alberta	L'hon. E.C. Manning	10
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	11
		145

Secrétaire de la conférence : Jean Fournier

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances des 25 et 26 juillet furent publiques, mais elles se déroulèrent à huis clos en fin d'après-midi le 26 et durant la journée du 27 juillet.
- Des observateurs municipaux invités par le Manitoba et l'Alberta étaient également présents.
- Le président a présenté le premier ministre et d'autres fonctionnaires du Nord du Nigeria aux participants à la conférence.
- Il fut convenu à la fin de la conférence que d'autres discussions auraient lieu du mercredi 26 octobre au vendredi 28 octobre.
- Pour plus de renseignements, voir *Compte rendu des délibérations, Conférence fédérale-provinciale 1960*, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1960.

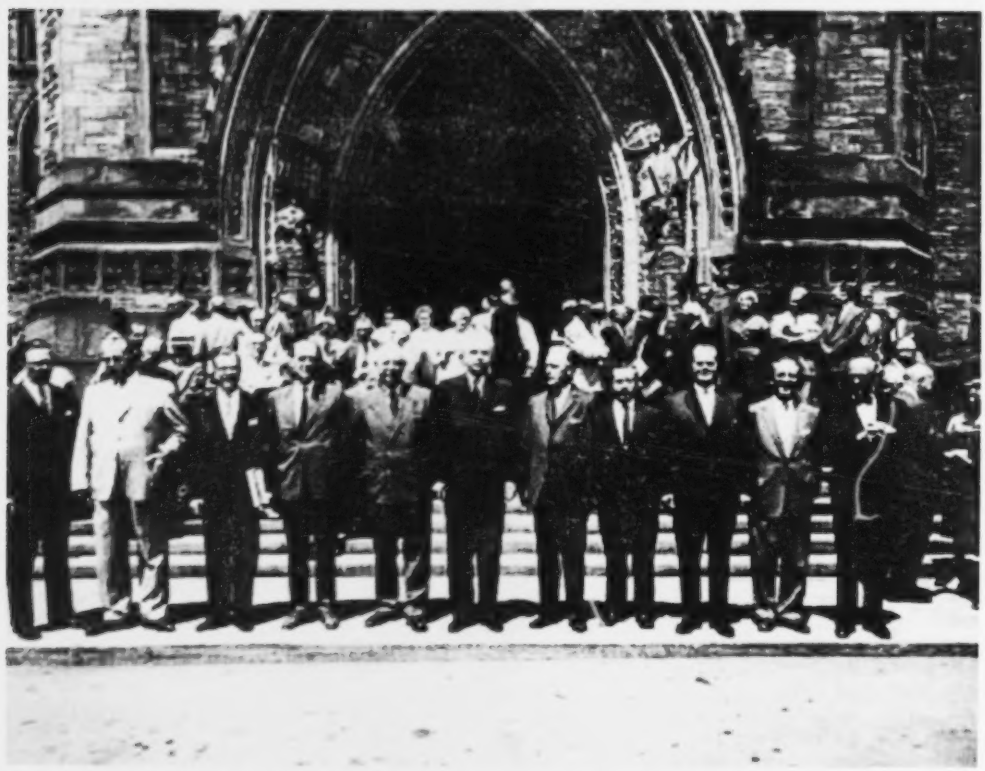

Photo : Inconnue/Archives nationales du Canada/C-049583

Les premiers ministres des dix provinces canadiennes en compagnie du premier ministre John G. Diefenbaker devant l'entrée principale des édifices du Parlement

CONFÉRENCE DU DOMINION ET DES PROVINCES

Du 26 au 28 octobre 1960

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'est disponible. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour la période 1962-1967

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. John G. Diefenbaker (président)	22
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost	25
Québec	L'hon. Jean Lesage	13
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	8
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	12
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	7
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	12
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	3
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas	12
Alberta	L'hon. E.C. Manning	6
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	15
		135

Secrétaire de la conférence : Jean Fournier

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- La conférence a permis de poursuivre les discussions de la conférence fédérale-provinciale précédente, qui avait eu lieu en juillet 1960, concernant les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.
- Les séances de la Conférence se sont déroulées à huis clos.
- La *Canadian Annual Review* de 1960 mentionne que le président a ouvert la conférence avec une proposition visant à abolir les accords de location de domaines fiscaux. La plupart des premiers ministres provinciaux s'y sont opposés.
- Des observateurs municipaux invités par le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta étaient également présents.

Les échanges au sujet de la location des domaines fiscaux se sont poursuivis à la réunion suivante, qui a eu lieu les 23 et 24 février 1961.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Les 23 et 24 février 1961

Salle du Comité des chemins de fer, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'est disponible. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour la période de 1962-1967, y compris :
  - le système de location des domaines fiscaux
  - les paiements de péréquation

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. J.G. Diefenbaker (président)
Ontario	L'hon. Leslie M. Frost
Québec	L'hon. Jean Lesage
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud
Manitoba	L'hon. Duff Roblin
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw
Saskatchewan	L'hon. T.C. Douglas
Alberta	L'hon. E.C. Manning
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Cette conférence faisait suite aux discussions qui avaient eu lieu aux conférences fédérales-provinciales tenues précédemment en juillet et octobre 1960 concernant les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.
- Les séances se sont déroulées à huis clos, mais le texte complet des propositions du gouvernement fédéral a été remis à la presse.
- Selon les articles parus dans le *Globe and Mail*, les gouvernements fédéral et provinciaux se sont entendus sur un nouvel arrangement de partage fiscal avec les provinces suivant lequel on promettait à celles-ci l'une des plus faibles augmentations de recettes des dernières années. On a rapporté que la plupart des premiers ministres ont convenu que cette nouvelle entente était préférable à celle proposée à la conférence précédente. Toutefois, compte tenu du fait qu'elle accordait aux provinces la plus faible augmentation de recettes des dernières années, le gouvernement fédéral a été vivement critiqué.
- Le discours d'ouverture du premier ministre se trouve dans les *Débats de la Chambre des communes*, (pages 2527-2531).
- Pour plus de renseignements, voir également *Canadian Annual Review*, 1961 (pages 22-23) et les articles publiés dans l'*Ottawa Citizen*.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Les 26 et 27 juillet 1963

Édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'est disponible. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Projets fédéraux concernant un fonds de développement et de prêts aux municipalités
- Régime de pensions du Canada

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)
Ontario	L'hon. John P. Robarts
Québec	L'hon. Jean Lesage
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud
Manitoba	L'hon. Duff Roblin
Colombie-Britannique	L'hon. Wesley D. Black, Secrétaire provincial et ministre des Affaires municipales et du Bien-être social
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw
Saskatchewan	L'hon. Woodrow S. Lloyd
Alberta	L'hon. E.W. Hinman, Trésorier provincial
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood

* Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Il a été question des prêts aux municipalités dans le cadre de programmes de travaux d'immobilisations ainsi que du Régime de pensions du Canada.
- Le premier ministre du Canada n'a pas participé à toutes les séances, mais il a prononcé des déclarations d'ouverture et de clôture. La conférence a été présidée par l'hon. Maurice Lamontagne, président du Conseil privé et ministre responsable des relations fédérales-provinciales.
- Une réunion des premiers ministres de l'Atlantique a eu lieu le 25 juillet en soirée.
- Les séances de la conference se sont déroulées à huis clos.
- Des observateurs municipaux invités par le Manitoba étaient présents.
- Avant la réunion, un communiqué de presse fédéral avait signalé qu'il s'agissait de la première conférence fédérale-provinciale à laquelle un service d'interprétation simultanée des délibérations était offert aux participants.
- Pour plus de renseignements, voir *Canadian Annual Review* de 1963 et les comptes rendus du *Globe and Mail*.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 26 au 29 novembre 1963

Salle de la Confédération, édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. État de l'économie canadienne, y compris :
   a) les mesures visant l'emploi ainsi que le chômage
   b) les programmes économiques et industriels
2. Subventions conditionnelles et programmes à frais partagés :
   a) le coût et le fonctionnement de l'assurance-hospitalisation
   b) les programmes d'aide spécialisés
3. Relations fiscales
4. Sujets spéciaux, y compris :
   a) les offices des marchés agricoles nationaux
   b) l'administration des affaires indiennes et esquimaudes
   c) les loteries provinciales
   d) le Régime de pensions du Canada
   e) les services médicaux
5. Dispositions propres à assurer une liaison permanente entre le gouvernement fédéral et les provinces
6. Autres question

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	42
Ontario	L'hon. John P. Robarts	40
Québec	L'hon. Jean Lesage	24
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	19
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	13
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	7
Saskatchewan	L'hon. Woodrow S. Lloyd	17
Alberta	L'hon. E.C. Manning	8
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	12
		202

Secrétaire de la conférence : J.E.G. Hardy

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Examen des arrangements fiscaux et des programmes à frais partagés
  - Perspectives économiques
  - Code criminel, dispositions concernant les loteries et les jeux d'argent
  - Régime de pensions
  - Programmes de bien-être
  - Soutien et coopération à l'égard des Autochtones

NOTES

- La conférence devait commencer le 25 novembre, mais elle a été repoussée d'une journée en raison de l'assassinat du président des États-Unis, John F. Kennedy, le 22 novembre. Après des consultations avec les provinces, l'ouverture a été différée de 24 heures afin que le premier ministre du Canada puisse assister aux funérailles du Président.
- Les allocutions d'ouverture furent prononcées au cours d'une séance publique. Les autres séances de la conférence se déroulèrent à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale 1963*, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1964.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Le 31 mars et le 1er avril 1964

Assemblée législative, Hôtel du gouvernement, Québec (Québec)

Ordre du jour

1. Rapports entre les programmes à frais partagés et les arrangements fiscaux, compte tenu des conséquences du retrait volontaire de ces programmes
2. Régime de pensions du Canada
3. Arrangements réciproques concernant l'imposition des ministères et organismes gouvernementaux
4. Autres aspects des relations fiscales
5. Propositions fédérales relatives aux prêts aux étudiants
6. Dispositions propres à assurer la liaison, plus précisément en ce qui concerne le calendrier des réunions prévues en 1964
7. Rapport sur l'Exposition universelle de 1967 au Canada
8. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	24
Ontario	L'hon. John P. Robarts	21
Québec	L'hon. Jean Lesage	18
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	12
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	8
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	7
Saskatchewan	L'hon. A.E. Blakeney, ministre de la Santé publique	6
Alberta	L'hon. E.C. Manning	6
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	12
		131

Secrétaire de la conférence : J.E.G. Hardy

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Programmes à frais partagés et subventions conditionnelles
  - Autres aspects des relations fiscales
  - Régime de pensions du Canada
  - Programme d'assurance-hospitalisation
  - Exposition universelle de 1967 au Canada
  - Imposition des ministères et organismes gouvernementaux
  - Droits miniers sous-marins
  - Propositions de certaines provinces à l'égard d'une aide fédérale supplémentaire pour la construction d'autoroutes
  - Problème de la diffusion de « publications haineuses »

NOTES

- Cette réunion faisait suite à la conférence qui avait eu lieu en novembre 1963 à Ottawa au cours de laquelle le premier ministre du Canada avait accepté l'invitation du premier ministre du Québec de se réunir à Québec.
- Les séances de la conférence se sont déroulées à huis clos.
- Les participants ont créé le Comité du régime fiscal chargé de se pencher sur les relations fédérales-provinciales en matière de fiscalité. Trois ministres fédéraux et un ministre de chaque province en faisaient partie.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale, Québec, 31 mars – 1er avril 1964*, Imprimeur de la Reine, (Bureau du Conseil privé), Ottawa, 1968.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 31 août au 2 septembre 1964

Salle de la Confédération, Hôtel du gouvernement,
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Ordre du jour

1. Modification de la Constitution du Canada
2. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	10
Ontario	L'hon. John P. Robarts	4
Québec	L'hon. Jean Lesage	5
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	3
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	6
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	2
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	3
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	3
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	2
Alberta	L'hon. E.C. Manning	1
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	5
		44

Secrétaire de la conférence : J.E.G. Hardy

Communiqué de la conférence

- Communiqué sur le rapatriement de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique

NOTES

- À la Conférence de novembre 1963, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard avait invité le premier ministre du Canada et les premiers ministres provinciaux à se réunir à Charlottetown l'année suivante pour célébrer le 100e anniversaire de la Conférence des Pères de la Confédération, tenue à Charlottetown en 1864. Au début de 1964, M. Pearson avait écrit aux dix premiers ministres provinciaux leur proposant que la réunion comporte deux séances, soit une séance publique pour commémorer la conférence de 1864 et une séance de travail à huis clos. La séance de commémoration a eu lieu le 1er septembre. À cette occasion, les premiers ministres ont prononcé des discours en l'honneur des Pères de la Confédération. Une séance de travail a suivi le 2 septembre et le principal point à l'ordre du jour était la formule de modification de la Constitution.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale, Charlottetown, 31 août – 2 septembre 1964*, Imprimeur de la Reine, (Bureau du Conseil privé), Ottawa, 1968.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Les 14 et 15 octobre 1964

Salle de la Confédération, édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Modification de la Constitution canadienne au Canada – Rapport provisoire de la conférence des procureurs généraux
2. Mandat et organisation du Comité du régime fiscal – recommandations du Comité
3. Droits miniers d'exploitation en bordure des côtes
4. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	20
Ontario	L'hon. John P. Robarts	21
Québec	L'hon. Jean Lesage	10
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	6
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	7
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	3
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	2
Alberta	L'hon. E.C. Manning	4
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	5
		90

Secrétaire de la conférence : J.E.G. Hardy

Communiqués de la conférence

- Communiqué de la Conférence fédérale-provinciale sur le mandat du Comité du régime fiscal
- Communiqué de la Conférence fédérale-provinciale sur la modification de la Constitution

NOTES

- Les séances de la Conférence se sont déroulées à huis clos.
- La conférence des procureurs généraux et le Comité du régime fiscal ont tenu chacun une réunion le 13 octobre afin de rédiger leurs rapports à l'intention de la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres. Cette dernière a adopté les deux rapports.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale, Ottawa, 14-15 octobre 1964*, Imprimeur de la Reine, (Bureau du Conseil privé), Ottawa, 1968.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 19 au 22 juillet 1965

Salle de la Confédération, édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La sécurité sociale
   a) Régime d'assistance publique du Canada
   b) Services d'hygiène
   c) Mesures législatives sur les régimes privés de pensions
2. L'expansion économique
   a) Problèmes régionaux
   b) Programme relatif aux régions de faible emploi
   c) Programme relatif à la pleine utilisation du capital humain et à la suppression de la pauvreté
   d) Droits miniers en bordure des côtes
3. Le Comité du régime fiscal
   a) Rapport du président sur l'état des études
   b) Programmes à frais partagés
   c) Financement des universités
4. Les transports
5. Les ressources hydriques à l'intérieur du pays
6. Les dispositions ayant trait au secrétariat et à la liaison
7. Autres sujets de discussion
   a) Programme relatif à la faune du Canada
   b) Imposition des services publics d'électricité
   c) Loi sur les banques
   d) Contrats de la Gendarmerie royale du Canada
   e) Le crime organisé et la réadaptation des prisonniers

Premiers ministres présents		Delegués
Federal	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	53
Ontario	L'hon. John P. Robarts	38
Québec	L'hon. Jean Lesage	33
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	11
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	17
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Walter R. Shaw	7
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	7
Alberta	L'hon. E.C. Manning	9
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	16
		208

Secrétaire de la conférence : J.E.G. Hardy

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Soins de santé
  - Santé
  - Comité du régime fiscal
  - Régime d'assistance publique du Canada
  - Économie
    - Développement régional
    - Programme fédéral de subventions au développement industriel dans les secteurs de faible emploi
    - Pauvreté
  - Droits miniers en bordure des côtes
  - Crime organisé et réadaptation des prisonniers
  - Financement des universités
  - Ressources hydriques
  - Autoroutes et voies d'accès aux ressources
  - Programme national de la faune

NOTES

- Les séances de la Conférence se sont déroulées à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir *Conférence fédérale-provinciale, Ottawa, 19-22 juillet 1965*, Imprimeur de la Reine, (Bureau du Conseil privé), Ottawa, 1968.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 24 au 28 octobre 1966

Salle de la Confédération, édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Financement de l'enseignement supérieur
2. Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces :
   a) Partage des impôts
   b) Programmes à frais partagés
   c) Péréquation
   d) Liaison intergouvernementale sur les questions économiques et fiscales
3. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	32
Ontario	L'hon. John P. Robarts	11
Québec	L'hon. Daniel Johnson	18
Nouvelle-Écosse	L'hon. Robert L. Stanfield	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	10
Manitoba	L'hon. Duff Roblin	17
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	9
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. E.C. Manning	7
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	10
		137

Secrétaire de la conférence : J. Beetz

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la conférence se sont déroulées à huis clos.
- La conférence s'est divisée en trois réunions distinctes. La première, jusqu'à midi le 26 octobre, a porté sur le financement de l'enseignement postsecondaire et sur la formation de la main-d'œuvre. La deuxième, qui a duré jusqu'au 28 octobre en matinée, comportait des discussions du Comité du régime fiscal. La troisième fut une courte séance plénière de la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui a suivi la réunion du Comité du régime fiscal, et au cours de laquelle on a discuté de diverses questions se rapportant aux points examinés lors des deux réunions précédentes.
- Pour plus de renseignements, voir également *Conférence fédérale-provinciale, Ottawa, 24-28 octobre 1966*, Imprimeur de la Reine, (Bureau du Conseil privé), Ottawa, 1968.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR L'HABITATION ET LE DÉVELOPPEMENT URBAIN

Les 11 et 12 décembre 1967

Édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Discours d'ouverture
2. Aperçu de la situation actuelle dans le domaine de l'habitation et perspectives d'avenir :
   a) Construction domiciliaire privée
   b) Loyers à prix modique
   c) Habitations rurales
3. Problèmes de développement urbain
4. Moyens et ordre de priorité à suivre pour résoudre les problèmes de l'habitation et du développement urbain
5. Dispositions en vue d'un examen continuel des problèmes de l'habitation et du développement urbain
6. Réunions intergouvernementales futures

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	22
Ontario	L'hon. John P. Robarts	22
Québec	L'hon. Daniel Johnson	9
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	5
Manitoba	L'hon. Walter C. Weir	15
Colombie-Britannique	L'hon. D.R.J. Campbell, ministre des Affaires municipales et des Services sociaux	4
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	5
Saskatchewan	L'hon. C.L.B. Estey, ministre des Affaires municipales	2
Alberta	L'hon. E.C. Manning	4
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	8
		107

Secrétaire de la conférence : J. Beetz

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la Conférence furent publiques.
- Des observateurs municipaux accompagnant la délégation de l'Ontario étaient également présents.
- Pour plus de renseignements, voir également *Notes on Federal-Provincial Conference on Housing and Urban Development*, Bureau du Conseil privé, janvier 1968.

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Du 5 au 7 février 1968

Salle de la Confédération, édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Discours d'ouverture
2. Les droits des Canadiens :
   a) Recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme
   b) Une déclaration constitutionnelle des droits
3. Autres questions constitutionnelles
4. Les disparités régionales
5. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Lester B. Pearson (président)	29
Ontario	L'hon. John P. Robarts	18
Québec	L'hon. Daniel Johnson	18
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	14
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	10
Manitoba	L'hon. Walter C. Weir	13
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	3
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	2
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. E.C. Manning	7
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	9
		126

Secrétaire de la conférence : J. Beetz

Communiqué de la conférence

- Consensus sur les droits linguistiques
- Propositions adoptées par la conférence
  - Langues officielles
  - Droits fondamentaux
  - Répartition des compétences
  - Réforme des institutions liées au fédéralisme, notamment le Sénat et la Cour suprême du Canada
  - Inégalités régionales
  - Modification de la procédure et dispositions provisoires
  - Mécanismes de relations fédérales-provinciales

NOTES

- La réunion avait été précédée de la Conférence sur la Confédération de demain, convoquée par le premier ministre de l'Ontario en novembre 1967, et au cours de laquelle les dix gouvernements provinciaux avaient échangé des points de vue sur les problèmes de la Confédération.

NOTES *(suite)*

- Un accord unanime sur les droits linguistiques s'est dégagé à la conférence. Il a également été décidé d'amorcer un processus de révision constitutionnelle en créant une Conférence constitutionnelle permanente des premiers ministres, ainsi qu'un Comité permanent de fonctionnaires qui devait aider la conférence dans ses travaux. Les participants se sont également entendus pour établir un secrétariat qui devait être au service à la fois de la Conférence constitutionnelle et du Comité permanent de fonctionnaires, ainsi que pour charger la Conférence et le Comité d'examiner les questions suivantes : les langues officielles, les droits fondamentaux, la répartition des compétences, la réforme des institutions reliées au fédéralisme, notamment le Sénat et la Cour suprême du Canada, les inégalités régionales, la formule de modification constitutionnelle et les dispositions provisoires, ainsi que les mécanismes de relations fédérales-provinciales.
- Les séances de la conférence furent publiques et un certain nombre de députés fédéraux avaient été invités à y assister en qualité d'observateurs officiels.
- Cette conférence a été la première à être télévisée. À partir de ce point, les références à des séances publiques signifient qu'elles étaient télévisées.
- Voir *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secrétaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

La conférence marquait le début de la tentative la plus complète de révision constitutionnelle depuis la Confédération. La Conférence constitutionnelle et les comités de ministres et de fonctionnaires créés pour appuyer ses travaux devaient se réunir régulièrement au cours des trois années subséquentes. Le processus a pris fin lorsque les parties n'ont pu en venir à une entente à la Conférence de Victoria (Colombie-Britannique), en juin 1971.

Photo : Cameron, Duncan/Archives nationales du Canada/PA-115205

Séance de la Conférence constitutionnelle fédérale-provinciale

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Du 10 au 12 février 1969

Salle de la Confédération, édifice de l'Ouest, édifices du Parlement, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Déclarations d'ouverture
2. Objectifs de la Conférence constitutionnelle :
   a) Généralités
   b) Rapport du Comité permanent
   c) Procédure à suivre pour la révision de la Constitution
3. Objectifs de la Confédération et principes fondamentaux de la Constitution
4. Questions constitutionnelles particulières :
   a) Langues officielles
   b) Droits fondamentaux
   c) Répartition des pouvoirs (y compris les pouvoirs d'imposition et de dépense du point de vue constitutionnel)
   d) Réforme des institutions liées au fédéralisme
   e) Disparités régionales
   f) Le dispositif de modification constitutionnelle et les dispositions provisoires
   g) Mécanismes des relations fédérales-provinciales
5. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	32
Ontario	L'hon. John P. Robarts	16
Québec	L'hon. Jean-Jacques Bertrand	18
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	9
Manitoba	L'hon. Walter C. Weir	16
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	5
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	7
Saskatchewan	L'hon. D.G. Steuart, vice-premier ministre/ministre des Finances	7
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	10
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	9
		142

Secrétaire de la conférence : Edgar Gallant

Communiqué de la conférence

- Conclusions de la conférence
  - Objectifs généraux de la Conférence constitutionnelle
  - Procédures de réforme constitutionnelle
  - Langues officielles
  - Droits fondamentaux
  - Répartition des pouvoirs
  - Réforme des institutions liées au fédéralisme
    - Le Sénat
    - Les tribunaux
    - La capitale nationale

NOTES

- La conférence a réaffirmé son intention de mener à bien une étude complète de la Constitution et a décidé d'accélérer le processus. Il fut en outre décidé de créer quatre comités de ministres chargés des questions constitutionnelles suivantes : les langues officielles, les droits fondamentaux, le Sénat et les tribunaux. Il fut également reconnu que la répartition des pouvoirs était une question prioritaire, surtout en ce qui concerne les pouvoirs d'imposer et de dépenser.
- Il s'agissait de la première conférence organisée par le Secrétariat de la Conférence constitutionnelle (SCC) établi suivant une décision prise à la réunion de février 1968. Le SCC était non seulement chargé de prendre les dispositions administratives requises, mais également de garder un compte rendu sommaire des délibérations. Les provinces furent invitées à détacher du personnel auprès du SCC et son chef, le Secrétaire, fut nommé après des consultations avec les provinces.
- Les séances de la conférence furent publiques. Des observateurs officiels invités par les gouvernements fédéral et provinciaux y ont également assisté. Parmi ces observateurs, on comptait deux anciens premiers ministres du Canada, le président du Sénat et celui de la Chambre des communes ainsi que des chefs de l'opposition aux niveaux fédéral et provincial.
- Pour plus de renseignements, voir, *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secrétaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Les 11 et 12 juin 1969

Salon Centenaire, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Répartition des compétences dans la Constitution :
   a) Les pouvoirs d'imposer
   b) Les pouvoirs de dépenser
2. Aspects constitutionnels des disparités régionales
3. Rapports provisoires des comités ministériels
4. Programme de travail de la révision constitutionnelle
5. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	14
Ontario	L'hon. John P. Robarts	7
Québec	L'hon. Jean-Jacques Bertrand	6
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	5
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	8
Manitoba	L'hon. Walter C. Weir	7
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	4
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	6
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	4
		70

Secrétaire de la conférence : Edgar Gallant

Communiqué de la conférence

- Conclusions de la Conférence
  - Généralités
  - Pouvoirs d'imposer
  - Pouvoirs de dépenser
  - Aspects constitutionnels des disparités régionales
  - Rapports provisoires des comités ministériels
  - Programme de travail des prochaines conférences

NOTES

- La réunion a été décrite comme étant une « séance de travail » de la Conférence constitutionnelle et elle s'est déroulée à huis clos.
- Pour plus de renseignements, voir *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secrétaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Du 8 au 10 décembre 1969

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Répartition des pouvoirs :
   a) La sécurité du revenu et les services sociaux
   b) Le pouvoir de dépenser : les subventions fédérales aux gouvernements des provinces
   c) La taxation
2. Inégalités régionales
3. Rapports des comités ministériels
4. Programme de travail futur
5. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	30
Ontario	L'hon. John P. Robarts	18
Québec	L'hon. Jean-Jacques Bertrand	13
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	10
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	16
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	6
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	8
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	10
		135

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Conclusions de la Conférence
  - Progrès et procédures liés à la révision constitutionnelle
  - Sécurité du revenu et services sociaux
    - Soutien du revenu
    - Assurance-salaire
    - Services sociaux
  - Le pouvoir de dépenser : les subventions fédérales aux gouvernements des provinces
    - Consensus
    - Compensation dans les provinces non participantes
  - La taxation
  - Inégalités régionales
  - Rapports des comités ministériels
  - Programme de travail futur

Les conclusions de la réunion ont également fait état des discussions qui avaient eu lieu au cours de la conférence et ont constaté que la révision globale de la Constitution du Canada avait progressé.

NOTES

- Les séances de la conférence ont été publiques. Des observateurs officiels invités par les gouvernements fédéral et provinciaux y étaient présents.
- Avant la clôture de la conférence, les premiers ministres se sont réunis en séance à huis clos, en compagnie du Secrétaire, afin de convenir du programme de travail futur et d'approuver les conclusions de la réunion qui furent distribuées par la suite.
- Pour plus de renseignements, voir *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secretaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Les 16 et 17 février 1970

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La conjoncture économique
2. La situation agricole dans l'Ouest
3. La pollution
4. Rapport du Comité du régime fiscal

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	43
Ontario	L'hon. John P. Robarts	14
Québec	L'hon. Jean-Jacques Bertrand	15
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	7
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	8
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	4
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	3
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	4
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	7
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	4
		120

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Conclusions
  - Généralités
  - La conjoncture économique
  - La situation agricole dans l'Ouest
  - La pollution
  - Rapport du Comité du régime fiscal
    - Occupation des champs d'imposition
    - Programmes à frais partagés

Concernant l'économie, il est rapporté que le gouverneur de la Banque du Canada avait présenté à la conférence un exposé sur la conjoncture économique et la situation financière.

NOTES

- Cette réunion faisait suite à la décision prise par les premiers ministres, à leur Conférence constitutionnelle tenue du 8 au 10 décembre 1969, de se rencontrer pour discuter de questions non constitutionnelles.
- Les séances se déroulèrent à huis clos.

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Les 14 et 15 septembre 1970

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La révision constitutionnelle
2. La gestion de l'environnement
3. Le marché des capitaux et les institutions financières
4. Le rapport intérimaire du Comité ministériel des langues officielles
5. Les rapports du Comité permanent des fonctionnaires
   a) Les pouvoirs d'imposer – la taxe de vente
   b) Les pouvoirs d'imposer – les droits successoraux
   c) Les disparités régionales – une obligation constitutionnelle
   d) La primauté et son application à l'assurance-retraite publique
6. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	22
Ontario	L'hon. John P. Robarts	11
Québec	L'hon. Robert Bourassa	17
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	8
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	11
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	9
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	7
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	5
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	10
		109

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Conclusions des réunions
  - La révision constitutionnelle
  - La gestion de l'environnement
  - Le marché des capitaux et les institutions financières
  - Les langues officielles
  - Les pouvoirs d'imposer
  - Les disparités régionales
  - La primauté et son application à l'assurance-retraite publique
  - Conclusion

Il a été mentionné qu'il fallait dès maintenant prêter attention à l'examen de la formule de modification étant donné qu'il pourrait devenir nécessaire d'effectuer quelques modifications urgentes avant de terminer la révision constitutionnelle globale.

L'énoncé des conclusions comportait une annexe décrivant les progrès accomplis jusqu'à ce moment-là sur les différents éléments de la révision constitutionnelle.

NOTES

- La réunion fut décrite comme la deuxième séance de travail de la Conférence constitutionnelle et elle se déroula à huis clos. La première séance avait eu lieu les 11 et 12 juin 1969.
- Les discussions sur le processus de révision de la Constitution s'inspiraient d'un document de travail détaillé qui avait été rédigé par le secrétariat de la conférence. Elles aboutirent à des ententes qui allaient influer sensiblement sur la marche de la révision constitutionnelle.
- Pour plus de renseignements, voir *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secrétaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Le 16 septembre 1970

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La réforme fiscale
2. La situation de l'agriculture
3. La proposition québécoise visant la création d'une caisse de stabilisation économique
4. Autres questions
   a) Le chômage et le phénomène des itinérants au Canada et en provenance des États-Unis
   b) Régions désignées par le ministère de l'Expansion économique régionale
   c) Forêts

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	26
Ontario	L'hon. John P. Robarts	11
Québec	L'hon. Robert Bourassa	17
Nouvelle-Écosse	L'hon. G.I. Smith	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Louis J. Robichaud	6
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	11
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	7
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	8
Terre-Neuve	L'hon. L.R. Curtis, ministre de la Justice	4
		109

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Conclusions
  - Généralités
  - Réforme fiscale
  - La proposition québécoise visant la création d'une caisse de stabilisation économique
  - La situation de l'agriculture
  - Problèmes courants de commercialisation interprovinciale
  - Autres questions
    - Le chômage et la migration – les régions désignées
    - Les forêts

NOTES

- Même si cette réunion a eu lieu immédiatement après la Conférence constitutionnelle des 14 et 15 septembre et au même endroit, il s'agissait d'une Conférence des premiers ministres distincte ayant pour objet de discuter de questions non constitutionnelles.
- Les séances de la Conférence se déroulèrent à huis clos.

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Les 8 et 9 février 1971

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Les mécanismes des relations fédérales-provinciales
2. La gestion de l'environnement – pollution
3. La politique sociale
4. La formule de modification
5. Le marché commun canadien
6. Autres questions

Consultations fédérales-provinciales sur les affaires courantes

1. Chômage
2. Voies d'accès aux ressources du Nord canadien

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	25
Ontario	L'hon. John P. Robarts	13
Québec	L'hon. Robert Bourassa	13
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	10
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	7
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	12
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	4
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	5
Saskatchewan	L'hon. W. Ross Thatcher	3
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	10
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	12
		114

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Conclusions de la réunion

PARTIE 1*

- Généralités
- Rapatriement de la Constitution
- Formule de modification
  - Procédure générale
  - Constitutions fédérale et provinciales
  - Modifications concernant le Canada et au moins une province ou plus mais non l'ensemble des provinces

Communiqué de la conférence *(suite)*

- Droits fondamentaux
- Droits linguistiques
- Cour suprême
- Disparités régionales
- Mécanismes des relations fédérales-provinciales
- Modernisation de la Constitution
- Prochaine étape

PARTIE 2

- Politique sociale
- Commercialisation interprovinciale
- Gestion de l'environnement – pollution
- Autres questions
- Prochaine réunion

PARTIE 3

- Questions non constitutionnelles
  - Chômage

* La première partie faisait suite à la décision d'effectuer aussi rapidement que possible le rapatriement de la Constitution, de se doter d'une formule de modification et d'apporter d'autres changements sur lesquels on pourrait s'entendre rapidement. On a défini une démarche possible pour aboutir à une formule de modification et il a été question d'un accord pour incorporer dans la Constitution des droits politiques ainsi que pour déclarer l'anglais et le français langues officielles du Canada. Il a également été question d'inclure dans la Constitution révisée des dispositions relatives à la Cour suprême, à la réduction des disparités régionales et à la nécessité d'une consultation annuelle sur le besoin d'une Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres.

NOTES

- Cette réunion fut décrite comme étant la troisième séance de travail de la Conférence constitutionnelle et ses séances se déroulèrent à huis clos.
- L'avant-midi du 8 février, les premiers ministres se retirèrent en séance privée pour examiner un ensemble de réformes constitutionnelles proposées.
- Deux questions non constitutionnelles figuraient à l'ordre du jour, mais les participants n'ont discuté que de l'une d'elles (le chômage).
- Pour plus de renseignements, voir également *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secrétaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

CONFÉRENCE CONSTITUTIONNELLE

Du 14 au 16 juin 1971

Assemblée législative, édifices du Parlement, Victoria (Colombie-Britannique)

Ordre du jour

1. Formalités d'ouverture
2. Discussions constitutionnelles
3. Politique sociale
4. Autres affaires
5. Formalités de clôture

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	27
Ontario	L'hon. William G. Davis	14
Québec	L'hon. Robert Bourassa	12
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	7
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	8
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	22
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	5
Saskatchewan	L'hon. D.V. Heald, procureur général	4
Alberta	L'hon. Harry E. Strom	10
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	11
		129

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Les conclusions de la réunion, comprenant le texte de la *Charte constitutionnelle canadienne 1971 (Charte de Victoria)*, furent diffusées.

NOTES

- La réunion a eu lieu à Victoria, à l'invitation du gouvernement de la Colombie-Britannique, afin de marquer le 100e anniversaire de l'adhésion de cette province à la Confédération.
- Les séances de la conférence se déroulèrent à huis clos, sauf celle de l'avant-midi du 14 juin qui fut consacrée aux allocutions d'ouverture.
- Il fut convenu par la conférence que les nouvelles dispositions constitutionnelles proposées, regroupées dans le document intitulé *Charte Constitutionnelle canadienne 1971*, feraient l'objet d'un rapport à tous les gouvernements pour étude. La Charte devait être traitée comme un tout et les gouvernements étaient priés d'informer le secrétaire de la conférence, au plus tard le 28 juin 1971, s'ils l'acceptaient. Dans l'affirmative, les gouvernements devaient ensuite recommander la Charte à leur assemblée législative respective et, dans le cas du gouvernement fédéral, au Parlement. La Charte comportait des dispositions constitutionnelles relatives aux droits politiques, aux droits linguistiques, aux provinces et aux territoires, à la Cour suprême du Canada, aux cours fédérales, à l'article 94A révisé (sécurité du revenu), aux inégalités régionales, à la consultation fédérale-provinciale, à la modification de la Constitution et à la modernisation de la Constitution.

NOTES *(suite)*

- Pour plus de renseignements, voir *La révision constitutionnelle, 1968-1971, Rapport du Secrétaire*, Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes, Ottawa, 1974.

Le 28 juin, tous les gouvernements, sauf ceux du Québec et de la Saskatchewan, avaient fait savoir au Secrétariat qu'ils acceptaient la Charte. Le Québec informait le secrétaire, le 23 juin, qu'il ne pouvait pas recommander la Charte à l'Assemblée nationale en raison des clauses touchant la sécurité du revenu. Cette décision a finalement eu comme résultat l'interruption pour plusieurs années de la démarche relative à la révision et au rapatriement de la Constitution.

Photo : Inconnue

Les délégués à la Conférence constitutionnelle fédérale-provinciale

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 15 au 17 novembre 1971

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La situation économique et les problèmes d'emploi
2. Les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux
3. Les consultations tripartites
4. Divers

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	38
Ontario	L'hon. William G. Davis	17
Québec	L'hon. Robert Bourassa	21
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	8
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	8
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	7
Colombie-Britannique	L'hon. William A.C. Bennett	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	7
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	10
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	13
Terre-Neuve	L'hon. Joseph R. Smallwood	1
		137

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - La situation économique et les mesures en matière d'emploi
  - La consultation économique
    - Les programmes d'emploi d'hiver
    - Les programmes d'emploi pour les jeunes, y compris les emplois d'été à l'intention des étudiants
  - Les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux
    - La taxation
    - La péréquation et la stabilisation
    - L'enseignement postsecondaire
    - Le Régime canadien de prêts aux étudiants
    - Les programmes de santé au Canada
  - La consultation en matière d'affaires urbaines

NOTES

- Les séances de la conférence se sont déroulées à huis clos.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

Du 23 au 25 mai 1973

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Examen du système de sécurité sociale
2. Financement des programmes de santé
3. Financement de l'enseignement postsecondaire
4. Expansion économique régionale
5. Situation économique actuelle
6. Acquisition de terrains par les étrangers
7. Avenir du Secrétariat de la Conférence constitutionnelle

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	44
Ontario	L'hon. William G. Davis	15
Québec	L'hon. Robert Bourassa	23
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	10
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	10
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	9
Colombie-Britannique	L'hon. David Barrett	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	5
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	9
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	15
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	13
		162

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Examen du système de sécurité sociale
  - Financement des programmes de santé
  - Financement de l'enseignement postsecondaire
  - Expansion économique régionale
  - Situation économique actuelle
  - Acquisition de terrains par les étrangers
  - Avenir du Secrétariat de la Conférence constitutionnelle

NOTES

- Les séances de la conférence se sont déroulées à huis clos.
- Les premiers ministres ont décidé de maintenir le secrétariat qui avait fourni des services à leurs réunions constitutionnelles de 1968 à 1971 en le rebaptisant « Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes » (SCIC) et de donner à ce dernier le mandat de servir toutes les réunions futures de premiers ministres ainsi que d'autres réunions intergouvernementales.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉNERGIE

Les 22 et 23 janvier 1974

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Déclarations d'ouverture et discussions générales
2. Politique en matière de pétrole et de gaz
3. Autres éléments d'une politique nationale de l'énergie
4. Mécanismes permanents de consultation entre le fédéral et les provinces en matière d'énergie

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	38
Ontario	L'hon. William G. Davis	11
Québec	L'hon. Robert Bourassa	22
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	8
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	15
Colombie-Britannique	L'hon. David Barrett	15
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	8
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	19
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	21
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	15
		183

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Depuis la CPM de mai 1973, les premiers ministres des quatre provinces de l'Ouest avaient rencontré le premier ministre du Canada à la « Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest », tenue à Calgary, du 24 au 26 juillet 1973.
- Les séances de la conférence furent publiques.
- Des observateurs officiels invités par les gouvernements étaient présents. Parmi ces derniers se trouvaient des députés fédéraux, des sénateurs, des représentants des deux territoires, ainsi que des chefs de l'opposition aux niveaux fédéral et provincial.
- À la fin de la réunion, le président a lu des notes traduisant le consensus auquel les premiers ministres étaient arrivés.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉNERGIE

Les 9 et 10 avril 1975

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Les prix du pétrole et du gaz et autres points connexes
2. La conjoncture économique

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	43
Ontario	L'hon. William G. Davis	10
Québec	L'hon. Robert Bourassa	20
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	12
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	12
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	8
Colombie-Britannique	L'hon. David Barrett	10
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	8
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	14
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	17
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	15
		169

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la conférence furent publiques.
- Des observateurs officiels invités par les gouvernements étaient présents, tout comme à la conférence des 22 et 23 janvier 1974.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES

Les 14 et 15 juin 1976

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux, incluant :

- les programmes à frais partagés
- la garantie des recettes fiscales
- la péréquation

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	32
Ontario	L'hon. William G. Davis	19
Québec	L'hon. Robert Bourassa	12
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	10
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	11
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	9
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	15
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	7
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	9
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	14
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	10
		148

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Photo : Office national du film/76-854

Le premier ministre de l'Ontario, l'hon. William G. Davis et le très hon. Pierre Elliott Trudeau

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la conférence se déroulèrent à huis clos.
- Selon le *Globe and Mail*, la réunion s'est terminée par un désaccord entre les gouvernements provinciaux et fédéral en raison du refus du premier ministre du Canada de négocier la possibilité de prolonger le programme de garantie de recettes fiscales pour les provinces.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES

Les 13 et 14 décembre 1976

Grande salle et salle Centenaire, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Les arrangements fiscaux
2. L'état de l'économie

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	38
Ontario	L'hon. William G. Davis	20
Québec	L'hon. René Lévesque	21
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	7
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	13
Manitoba	L'hon. Edward Schreyer	7
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	13
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	7
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	9
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	12
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	9
		156

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- À l'ouverture de la conférence dans la Grande salle du Centre de conférences, les premiers ministres ont voulu déterminer si la réunion devait être publique ou se tenir à huis clos. Ils ont décidé qu'elle se déroulerait à huis clos. Certains représentants de la presse ayant alors refusé de quitter la pièce, les travaux de la conférence ont été suspendus afin que celle-ci puisse reprendre ses délibérations à huis clos dans la salle Centenaire du Centre de conférences.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Du 13 au 15 février 1978

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Perspectives économiques et objectifs
2. Politiques économiques d'ensemble :
   - Croissance et coût du secteur public
   - Réglementation économique gouvernementale
   - Relations de travail
   - Politique commerciale
   - Énergie
   - Autres questions
   - Industrie
3. Aspects régionaux de l'expansion économique
4. Orientations sectorielles :
   - Mines
   - Agriculture et transports
   - Habitation
   - Pêches
   - Forêts
   - Tourisme
   - Industrie
5. Dispositions consécutives
6. Conclusion et résumé
7. Autres questions

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	114
Ontario	L'hon. William G. Davis	26
Québec	L'hon. René Lévesque	26
Nouvelle-Écosse	L'hon. Gerald A. Regan	15
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	21
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	9
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	16
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Alexander B. Campbell	10
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	11
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	20
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	14
		282

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Conclusions de la conférence
  - Objectifs à moyen terme
  - Politiques touchant la gestion de la demande
  - Politiques sur les prix et des salaires
  - Le milieu des affaires
  - Politique commerciale et industrielle
  - Politiques en matière de main-d'œuvre
  - Politiques pour les régions
  - Énergie
  - Agriculture
  - Tourisme
  - Pêches
  - Forêts
  - Habitation
  - Industries manufacturières

Une annexe aux conclusions de la conférence traitait de plusieurs autres importants projets d'immobilisations discutés, notamment dans les domaines de l'énergie et des pêches.

NOTES

- Les séances de la conférence furent publiques et des observateurs officiels invités par les gouvernements y étaient présents.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Du 30 octobre au 1er novembre 1978

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Déclarations d'ouverture
2. La Charte des droits
3. Le partage des pouvoirs
4. Les institutions
5. Le processus de révision constitutionnelle
6. Le double emploi de services gouvernementaux
7. Déjeuner de travail en vue de discuter des suites à donner (à huis clos)
8. Conclusions (en séance publique)

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	64
Ontario	L'hon. William G. Davis	16
Québec	L'hon. René Lévesque	15
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	8
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	10
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	10
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	13
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. W. Bennett Campbell	4
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	11
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	19
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	17
		187

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Introduction
  - Le renouvellement de la Constitution
  - Le processus de renouvellement

En outre, les premiers ministres ont convenu de l'importance et de l'urgence de la réforme constitutionnelle. Ils ont aussi créé un comité constitutionnel de ministres fédéral et provinciaux qui devaient se réunir et faire rapport aux premiers ministres avant leur prochaine conférence sur la Constitution prévue pour février 1979. Ce comité a été subséquemment connu sous le nom de Comité permanent des ministres sur la Constitution ou CPMC.

NOTES

- La conférence avait été précédée du dépôt au Parlement du projet de loi C-60 renfermant d'importantes propositions de modification constitutionnelle. Les premiers ministres provinciaux avaient discuté du projet de loi en question à leur conférence annuelle tenue en août 1978.
- Les séances de la conférence furent publiques.
- En plus des observateurs officiels habituels, des représentants d'organisations autochtones nationales et provinciales et de la Fédération canadienne des municipalités étaient également présents.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Du 27 au 29 novembre 1978

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Survol économique
2. Marché du travail et emploi
3. Rapport sur les réalisations :
   - Vue d'ensemble
   - Agriculture
   - Recherche et développement
   - Réglementation gouvernementale
   - Rémunération dans le secteur public
4. Questions précises :
   - Expansion industrielle
   - Tourisme
   - Énergie
   - Mines
   - Pêcheries
   - Expansion régionale
   - Transports
5. Processus de coordination économique
6. Conclusions et résumé

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	113
Ontario	L'hon. William G. Davis	16
Québec	L'hon. René Lévesque	31
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	15
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	12
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	18
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. W. Bennett Campbell	5
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	14
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	24
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	12
		273

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

Communiqué de la conférence

- Résumé des conclusions
  - Vue d'ensemble sur l'économie
  - Marché du travail et politique d'emploi
  - Rapport sur les progrès réalisés
    - Vue d'ensemble
    - Agriculture
    - Recherche et développement
    - Réglementation gouvernementale
    - Rémunération dans le secteur public
  - Sujets particuliers :
    - Expansion industrielle
    - Tourisme
    - Énergie
    - Mines
    - Pêcheries
    - Expansion régionale
    - Transports

NOTES

- Les séances de la conférence furent publiques.
- Les gouvernements avaient invité des observateurs officiels, tout comme à la réunion des 22 et 23 janvier 1974.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Les 5 et 6 février 1979

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

A. Étude des questions soulevées à la Conférence constitutionnelle (tenue du 30 octobre au 1er novembre 1978) :
   1. La propriété des ressources et le commerce interprovincial
   2. L'imposition indirecte
   3. Les communications
   4. Le Sénat
   5. La Cour suprême
   6. Le droit de la famille
   7. Les pêches
   8. Les ressources au large des côtes
   9. La péréquation et l'expansion régionale
   10. La Charte des droits
   11. Le pouvoir de dépenser
   12. Le pouvoir déclaratoire
   13. La formule d'amendement, le rapatriement de la Constitution et la délégation du pouvoir législatif
   14. La monarchie

B. Programme de travail à venir sur le plan constitutionnel

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	74
Ontario	L'hon. William G. Davis	17
Québec	L'hon. René Lévesque	17
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	9
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	11
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	14
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. W. Bennett Campbell	4
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	15
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	23
Terre-Neuve	L'hon. Frank D. Moores	13
		208

Secrétaire de la conférence : Henry F. Davis

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les rapports du Comité permanent des ministres sur la Constitution (CPMC) portant sur les 14 points (voir l'ordre du jour de la conférence) que les premiers ministres avaient chargé le Comité d'étudier furent remis à ces derniers.
- La première journée de la conférence a eu lieu à huis clos. Les séances de la deuxième journée furent publiques.
- À la fin de la conférence, le président a précisé que le programme de travail futur du CPMC dans ce domaine devait comporter l'étude d'une seconde liste de points et que le Comité ou des fonctionnaires devaient également se réunir avec les Autochtones puis soumettre des recommandations aux premiers ministres.
- Outre les observateurs officiels habituels, des membres de la Commission Pepin-Robarts étaient présents lors des séances publiques.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉNERGIE

Le 12 novembre 1979

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour officiel n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- L'approvisionnement en pétrole
- Le prix et la consommation du pétrole au Canada
- La politique concernant la fixation des prix de l'énergie
- Le développement de sources d'énergie
- Les économies d'énergie
- L'autosuffisance

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Joe Clark (président)	34
Ontario	L'hon. William G. Davis	15
Québec	L'hon. Yves Bérubé, ministre de l'Énergie et des Ressources	11
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	6
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	5
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Angus MacLean	4
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	11
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	13
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	8
		121

Secrétaire de la conférence : Andre S. Millar

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La séance de la matinée de la Conférence était publique. Toutefois, après la pause du déjeuner, les premiers ministres ont poursuivi leurs discussions en privé au 24, promenade Sussex durant l'après-midi, et la séance plénière de la conférence n'a pas repris.
- Les gouvernements avaient invité des observateurs officiels, tout comme à la conférence des 22 et 23 janvier 1974.
- À la demande du président, les premiers ministres s'étaient réunis autour d'une table circulaire conçue pour les 11 chefs de délégations seulement.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Du 8 au 13 septembre 1980

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

- La propriété des ressources et le commerce interprovincial
- Les communications
- La nouvelle chambre haute, avec représentation des provinces
- La Cour suprême
- Le droit de la famille
- Les pêches
- Les ressources au large des côtes
- La péréquation
- La Charte des droits
- Le rapatriement et la formule d'amendement
- Les pouvoirs en matière économique
  - L'union économique
  - Le commerce
- Le préambule/les principes

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	88
Ontario	L'hon. William G. Davis	20
Québec	L'hon. René Lévesque	25
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	18
Nouveau Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	18
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	15
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	25
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Angus MacLean	10
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	20
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	24
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	18
		281

Secrétaire de la conférence : Edward J. Watson

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Préalablement à la conférence, les 11 premiers ministres s'étaient retrouvés le 9 juin 1980 au 24, promenade Sussex pour une réunion privée sans caractère officiel. La réunion avait été convoquée par le premier ministre du Canada dans la foulée du référendum qui avait eu lieu au Québec sur la question de la souveraineté-association. La réunion avait pour objet de planifier la relance des discussions constitutionnelles. À la réunion du 9 juin, les premiers ministres avaient demandé au Comité permanent des ministres sur la Constitution (CPMC) de reprendre ses travaux et de se pencher au cours de l'été sur les douze points à l'ordre du jour de la conférence.

NOTES *(suite)*

- Les participants à la conférence ont examiné les points en question en se fondant sur les rapports du CPMC. Ils ont en outre discuté de l'article 96 de l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique*.
- La conférence a pris fin sans qu'intervienne une entente. Les premiers ministres ont prononcé des allocutions de clôture le 13 septembre en matinée.
- Les séances de la conférence furent publiques à l'exception de la réunion à huis clos qu'ont eue les premiers ministres au 24, promenade Sussex, le 12 septembre.
- Des observateurs officiels étaient présents lors des séances publiques. Parmi eux, se trouvaient le chef de l'opposition et celui du Nouveau Parti démocratique, d'autres parlementaires, les membres des délégations territoriales ainsi que les observateurs désignés par les provinces. Des représentants de la Fraternité des Indiens du Canada, du Comité inuit sur les affaires nationales et du Conseil national des autochtones du Canada ainsi que des observateurs de la Fédération canadienne des municipalités étaient également présents.
- Pour la première fois, les dirigeants des Territoires du Nord-Ouest et du Territoire du Yukon avaient été invités en qualité d'observateurs indépendants.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

Photo : John Evans – Ottawa/Archives nationales du Canada

Les représentants qui participaient à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur la Constitution en compagnie du gouverneur général

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Du 2 au 5 novembre 1981

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour public n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Le rapatriement
- La formule d'amendement de la Constitution
- La Charte des droits

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	43
Ontario	L'hon. William G. Davis	12
Québec	Monsieur René Lévesque	15
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	13
Manitoba	L'hon. Sterling R. Lyon	6
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. J. Angus MacLean	6
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	14
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	14
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	7
		145

Secrétaire de la conférence : Edward J. Watson

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La conférence a commencé par une séance publique le 2 novembre. Par la suite, les premiers ministres se sont réunis en séance privée jusqu'au 5 novembre en après-midi. À ce moment-là, ils sont revenus en séance publique pour prononcer des allocutions de clôture.
- À la reprise des travaux le 5 novembre, le président a annoncé qu'il y avait consensus sur le rapatriement, la formule d'amendement et la Charte des droits. Tous les gouvernements, à l'exception de celui du Québec, ont par la suite signé à la table une « Entente des premiers ministres sur la Constitution ». L'entente en question prévoyait également une discussion sur les questions constitutionnelles qui intéressaient directement les peuples autochtones du Canada dans le contexte d'une conférence constitutionnelle ultérieure à laquelle devaient participer des représentants des peuples autochtones.
- À l'instar de la conférence qui avait eu lieu du 8 au 13 septembre 1980, des observateurs officiels étaient présents aux séances publiques.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

NOTES *(suite)*

- C'était la première conférence des premiers ministres à laquelle le premier ministre du Québec prenait le titre de « Monsieur » plutôt que celui d'« honorable ». Cette façon de faire a eu un caractère intermittent jusqu'en 1988, mais à compter de cette dernière année elle est devenue la règle.

À la suite de la CPM, le gouvernement du Québec, par le truchement d'une résolution adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 1er décembre 1981, a réaffirmé son opposition à l'accord intervenu à la conférence.

Le rapatriement de la Constitution assortie d'une formule de modification s'est effectué le 17 avril 1982 lorsque la reine a signé, au cours d'une cérémonie sur la colline du Parlement à Ottawa, une proclamation par laquelle la **Loi constitutionnelle de 1982** *entrait en vigueur.*

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Du 2 au 5 février 1982

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. La gestion économique
2. Le développement économique

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	35
Ontario	L'hon. William G. Davis	12
Québec	Monsieur René Lévesque	26
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	10
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	19
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	8
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	14
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James M. Lee	10
Saskatchewan	L'hon. Allan E. Blakeney	17
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	19
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	14
		184

Secrétaire de la conférence : Edward J. Watson

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La conférence avait été convoquée pour discuter de la relance de l'économie canadienne. Les points examinés furent notamment les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, l'inflation, les taux d'intérêt, le contrôle des salaires et des prix, et le chômage.
- La conférence a commencé par des allocutions d'ouverture prononcées en séance publique le 2 février. Les premiers ministres se sont ensuite réunis à huis clos jusqu'au 4 février en soirée. À ce moment-là, ils sont revenus en séance publique pour des allocutions de clôture.
- Des observateurs officiels étaient présents aux séances publiques. Parmi eux, se trouvaient le chef de l'opposition, le chef du Nouveau Parti démocratique, d'autres parlementaires, les membres des délégations territoriales et d'autres observateurs désignés par les provinces.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Les 15 et 16 mars 1983

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Charte des droits des peuples autochtones (expansion de la partie II), y compris :
   - Le préambule
   - La suppression du terme « existants » et l'inclusion à l'article 35 de la reconnaissance des traités contemporains, des traités signés en dehors du Canada et avant la Confédération, ainsi que la mention précise du « titre autochtone », y compris le droit des peuples autochtones à un territoire et à des eaux (y compris un territoire pour les Métis)
   - L'énoncé des droits particuliers des peuples autochtones
   - L'énoncé des principes
   - L'égalité
   - La mise en application
   - L'interprétation
2. Modification de la formule d'amendement, y compris :
   - La suppression du droit de retrait des provinces à l'égard des modifications portant sur les affaires autochtones (article 42)
   - La disposition de consentement
3. Gouvernement autochtone autonome
4. Abrogation des alinéas 42(1)e) et f)
5. Modification de la partie III, y compris
   - la péréquation
   - le partage des frais
   - la prestation de services

   } ressources des administrations autochtones
6. Dispositions de suivi, y compris d'autres conférences des premiers ministres et inscription des mécanismes nécessaires à l'exécution des droits

Premiers ministres et chefs de délégations présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	32
Ontario	L'hon. William G. Davis	29
Québec	Monsieur René Lévesque	28
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	16
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	28
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James M. Lee	8
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	30
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	18
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	8
Yukon	L'hon. Chris Pearson	7
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. George Braden	11
Assemblée des Premières Nations	David Ahenakew, chef national	53
Comité inuit sur les affaires nationales	John Amagoalik, président, Inuit Tapirisat du Canada	30
Ralliement national des Métis	Jim Sinclair, président, Association des Métis et des Indiens non inscrits de la Saskatchewan	20
Conseil national des autochtones du Canada	Louis Bruyère, président	33
		366

Secrétaire de la conférence : Andre S. Millar

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La conférence avait été convoquée en conformité avec l'article 37 de la *Loi constitutionnelle de 1982* qui précisait qu'une conférence constitutionnelle devait être convoquée dans l'année suivant l'entrée en vigueur de la disposition. L'article en question portait en outre que devaient être inscrites à l'ordre du jour de la conférence « les questions constitutionnelles qui intéressent directement les peuples autochtones du Canada, notamment la détermination et la définition des droits de ces peuples à inscrire dans la Constitution du Canada. Le premier ministre du Canada invite leurs représentants à participer aux travaux relatifs à ces questions ». L'article 37 prévoyait aussi que « Le premier ministre du Canada invite des représentants élus des gouvernements du territoire du Yukon et des territoires du Nord-Ouest à participer aux travaux relatifs à toute question placée à l'ordre du jour de la conférence... qui, selon lui, intéresse directement le territoire du Yukon et les territoires du Nord-Ouest ». Par conséquent, prenaient place à la table non seulement les onze premiers ministres canadiens, mais également les représentants des quatre organisations autochtones du Canada et des deux gouvernements territoriaux. Chacun de ces six derniers groupes constituait une délégation à cette conférence.
- Le Québec a expliqué que sa présence à cette conférence, qui avait été convoquée conformément aux dispositions de la Constitution rapatriée, ne devait pas être interprétée comme un appui implicite à la Constitution en question dont il ne reconnaissait pas la légitimité.
- Les séances de la conférence furent publiques et au début de ses travaux, le président a cédé la parole à l'Assemblée des Premières Nations qui avait demandé que soit récitée une prière indienne traditionnelle. Le président a en outre signalé que l'ordre du jour avait été élaboré en collaboration avec des représentants des peuples autochtones.
- Des observateurs officiels ont été invités, comme cela avait été le cas pour la conférence qui s'était déroulée du 2 au 5 février 1982.
- À la fin de la conférence, toutes les délégations à l'exception de celle du Québec ont signé l'*Accord constitutionnel de 1983 sur les droits des Autochtones*. L'Accord en question portait qu'une conférence constitutionnelle des premiers ministres, à laquelle devaient participer des représentants des peuples autochtones du Canada et des gouvernements des territoires, devait avoir lieu dans un délai d'un an et que la *Loi constitutionnelle de 1982* serait modifiée pour prévoir, entre autres, deux conférences additionnelles des premiers ministres avant le 17 avril 1987 en vue de discuter de questions constitutionnelles qui intéressaient les peuples autochtones. (Adoptée ultérieurement, cette modification à la Constitution canadienne a été la première apportée conformément à la formule d'amendement acceptée à la CPM de novembre 1981.)
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DES PREMIERS MINISTRES SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Les 8 et 9 mars 1984

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Droits à l'égalité
2. Le titre autochtone, les droits ancestraux, les traités et les droits issus de traités
3. Terres et ressources
4. Gouvernement autochtone ou autonome

Premiers ministres et chefs de délégations présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Pierre Elliott Trudeau (président)	38
Ontario	L'hon. William G. Davis	21
Québec	Monsieur René Lévesque	31
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	15
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	21
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James M. Lee	14
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	21
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	13
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	13
Yukon	L'hon. Chris Pearson	11
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Richard Nerysoo	25
Assemblée des Premières Nations	David Ahenakew, chef national	86
Comité inuit sur les affaires nationales	John Amagoalik, coprésident	46
Ralliement national des Métis	Jim Sinclair, Comité exécutif du Ralliement national des Métis	58
Conseil national des autochtones du Canada	Louis Bruyère, président	54
		487

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la conférence ont été publiques. On a essentiellement repris les dispositions et la formule adoptées pour la précédente CPM tenue en 1983 et au cours de laquelle les premiers ministres avaient convenu de se revoir dans un délai d'un an.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

Photo : Andrews Newton Photography (Greg Newton)/
84-0169/102 (800-18/102)

Séance de la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Les 14 et 15 février 1985

Salle du Centenaire, Saskatchewan Centre of the Arts, Regina (Saskatchewan)

Ordre du jour

1. Attirer et favoriser les nouveaux investissements en vue de la création d'emplois (investissement)
2. Accroître les compétences de la main-d'œuvre canadienne (formation et recyclage)
3. Définir et exploiter les occasions de développement économique régional en fonction des avantages de chaque région
4. Améliorer la compétitivité et la mise en marché de nos biens et services (commerce extérieur)

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	79
Ontario	L'hon. Frank S. Miller	21
Québec	Monsieur René Lévesque	23
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	15
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	14
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	13
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James M. Lee	7
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	38
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	24
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	13
		256

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqué de la conférence

- Les 11 premiers ministres ont signé un *Protocole d'entente* (connu plus tard sous le nom d'*Accord de Regina*) dans lequel ils s'engageaient à convoquer au moins une fois l'an une *Conférence annuelle des premiers ministres*. Le but de cette dernière devait consister, entre autres, à examiner l'état des relations fédérales-provinciales, à tenir des consultations sur l'économie et à discuter d'objectifs généraux pour les gouvernements du pays. L'accord précisait qu'il resterait en vigueur pendant cinq ans et qu'il pourrait être reconduit pour une période analogue.

NOTES

- C'était la première CPM à avoir lieu à l'extérieur d'Ottawa depuis 1971. Dans son discours d'ouverture, le président a signalé que, par le passé, la plupart des CPM avaient eu lieu à Ottawa. Il a en outre dit croire qu'il faudrait s'efforcer d'organiser d'importantes réunions fédérales-provinciales ailleurs afin de tenir compte de la diversité des régions du Canada.
- Les séances de la conférence étaient publiques.
- Le chef du gouvernement du Yukon et celui du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest étaient présents en qualité d'observateurs officiels. Le président les a invités à s'adresser aux participants à la conférence.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Les 2 et 3 avril 1985

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Autonomie gouvernementale pour les Autochtones
2. Égalité des droits pour les deux sexes
3. Mandat relatif à la poursuite des discussions
4. Nature d'un accord

Premiers ministres et chefs de délégations présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	35
Ontario	L'hon. Frank S. Miller	22
Québec	Monsieur René Lévesque	35
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	14
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	16
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	30
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	10
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James M. Lee	6
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	10
Alberta	L'hon. Peter Lougheed	21
Terre-Neuve	L'hon. Robert Aylward, ministre du Développement rural, agricole et du Nord	4
Yukon	L'hon. Willard Phelps	11
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Richard Nerysoo	23
Assemblée des Premières Nations	David Ahenakew, chef national	71
Comité inuit sur les affaires nationales	John Amagoalik, coprésident	45
Ralliement national des Métis	Clem Chartier, Président (constitution)	96
Conseil national des autochtones du Canada	Louis Bruyère, Président	28
		477

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances de la conférence étaient publiques et les dispositions analogues à celles prises pour les CPM de 1983 et 1984. Cette conférence constitutionnelle était la première des deux prévues par la modification antérieure apportée à la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

Photo : Andrews Newton Photography (Greg Newton)/
95-022677 (800-20/77)

Séance de la Conférence des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones

CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES

Les 28 et 29 novembre 1985

Salle Port Royal, World Trade and Convention Centre, Halifax (Nouvelle-Écosse)

Ordre du jour

1. Revue des relations fédérales-provinciales
2. Examen de la situation économique et financière
3. Commerce
4. Agriculture et pêches
5. Développement économique et social

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	97
Ontario	L'hon. David Peterson	15
Québec	L'hon. Pierre Marc Johnson	30
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	23
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	18
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	11
Colombie-Britannique	L'hon. William R. Bennett	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. James M. Lee	11
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	15
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	22
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	18
		269

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- C'était la première Conférence annuelle des premiers ministres convoquée suivant l'accord de Regina de février 1985.
- Les séances de la conférence ont été publiques.
- Le texte de l'entente intervenue à la conférence entre les ministres fédéral et provinciaux en ce qui touchait la participation des provinces aux prochaines négociations entre le Canada et les États-Unis ainsi qu'aux négociations du GATT a été distribué.
- À l'instar de ce qui s'était passé à la précédente CPM de Regina, le président a invité les chefs des gouvernements du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, présents en qualité d'observateurs officiels, à s'adresser aux participants.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES

Les 20 et 21 novembre 1986

Salle Pacific, hôtel Vancouver, Vancouver (Colombie-Britannique)

Ordre du jour

1. Revue de l'état de la fédération et de l'économie
2. Développement économique
3. Égalité économique pour les femmes

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	96
Ontario	L'hon. David Peterson	13
Québec	L'hon. Robert Bourassa	25
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	9
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	15
Colombie-Britannique	L'hon. William N. Vander Zalm	19
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	8
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	17
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	13
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	12
		236

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqué de la conférence

- En plus d'effectuer une revue de l'économie, les premiers ministres ont rendu public un communiqué sur la question constitutionnelle au Québec qui faisait état de leur satisfaction à l'égard du processus suivi jusqu'à ce moment-là et de leur espoir d'en arriver, au cours des prochains mois, à une entente qui devait permettre au Québec de devenir à nouveau membre à part entière de la fédération canadienne, et d'entreprendre plus tard une autre étape de la réforme constitutionnelle.

NOTES

- C'était la deuxième Conférence annuelle des premiers ministres convoquée suivant l'accord de Regina.
- Les séances de la conférence ont été publiques.
- Les chefs de gouvernement des territoires, présents en qualité d'observateurs officiels, se sont adressés aux participants.
- À la fin de la conférence, formulant des observations sur ces réunions annuelles, le président a constaté qu'elles étaient en voie de devenir un élément majeur du processus annuel visant la politique publique, tant pour les gouvernements provinciaux que fédéral. La tenue de conférences régulières des premiers ministres imposait une mise en relief et une discipline accrues touchant la façon dont les divers gouvernements abordent bon nombre d'enjeux auxquels ils sont régulièrement confrontés. La Conférence annuelle des premiers ministres était en voie de devenir un élément important de la conduite des affaires du pays.
- À l'issue de la conférence, les premiers ministres se sont réunis en privé pour examiner l'état des négociations commerciales en cours avec les États-Unis.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SUR LES QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES INTÉRESSANT LES AUTOCHTONES

Les 26 et 27 mars 1987

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Une modification constitutionnelle concernant l'autonomie gouvernementale des Autochtones
2. Les traités et les questions s'y rattachant

Premiers ministres et chefs de délégations présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	56
Ontario	L'hon. David Peterson	4
Québec	Monsieur Gil Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	10
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	11
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	11
Colombie-Britannique	L'hon. William N. Vander Zalm	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	6
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	14
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	13
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	13
Yukon	L'hon. Tony Penikett	6
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Nick Sibbeston	21
Assemblée des Premières Nations	George Erasmus, porte-parole	40
Comité inuit sur les affaires nationales	John Amagoalik, coprésident	44
Ralliement national des Métis	Jim Sinclair, président, Association des Métis et des Indiens non inscrits de la Saskatchewan	83
Conseil national des autochtones du Canada	Louis Bruyère, président	27
		380

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- C'était la dernière CPM à porter sur des questions constitutionnelles intéressant les peuples autochtones comme le prévoyait la modification apportée antérieurement à la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- Les séances de la conférence étaient publiques, sauf pour la période de la matinée de la deuxième journée au cours de laquelle les premiers ministres, les chefs autochtones et les dirigeants des territoires ont quitté la Grande salle pour se réunir à huis clos.
- Le Québec a expliqué que son premier ministre ne pouvait participer à un processus découlant d'une disposition constitutionnelle adoptée sans son consentement. Il a ajouté que sa présence à la table de la conférence ne devait pas être interprétée comme une acceptation de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

Photo : Andrews Newton Photograph (Greg Newton)/87-0184/108 (BOO-23/108)

Séance de la Conférence des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Le 3 juin 1987

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Signature officielle de l'Accord constitutionnel de 1987
2. Déclarations

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très honorable Brian Mulroney (président)	69
Ontario	L'hon. David Peterson	18
Québec	L'hon. Robert Bourassa	18
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	7
Nouveau-Brunswick	L'hon. Richard B. Hatfield	8
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	10
Colombie-Britannique	L'hon. William N. Vander Zalm	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	6
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	8
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	10
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	10
		170

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Photo : Centre de photo d'ASC/Approvisionnements et Services Canada/PA-87B8-080

Séance de la Conférence des premiers ministres sur la Constitution

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- La conférence consistait en une cérémonie de signature de l'*Accord constitutionnel de 1987*.
- Au préalable, les premiers ministres avaient eu des réunions à huis clos et sans caractère officiel au lac Meech près d'Ottawa le 30 avril et, par la suite, à l'édifice Langevin à Ottawa du 2 juin jusqu'à 5 h 30 le matin de la conférence, soit le 3 juin.
- La réunion à l'édifice Langevin a débouché sur une acceptation unanime de l'Accord qui était signé sept heures plus tard au Centre de conférences. Chaque premier ministre a prononcé une allocution à cette occasion.
- L'*Accord constitutionnel de 1987* formulait des modifications constitutionnelles destinées à amener le Québec à prendre une part entière et active à l'évolution constitutionnelle du Canada et engageait le Parlement fédéral et les assemblées législatives provinciales à adopter une résolution visant à modifier la Constitution en conséquence. Les modifications proposées avaient une vaste portée et elles prévoyaient :
  - La reconnaissance du Québec comme société distincte;
  - La participation des provinces aux nominations au Sénat et à la Cour suprême ainsi que la confirmation constitutionnelle de cette cour;
  - La négociation d'accords fédéraux-provinciaux relatifs à l'immigration;
  - Une compensation pour les provinces qui ne participent pas à des programmes à frais partagés dans des domaines de compétence provinciale;
  - Des modifications à la formule de modification pour ce qui touchait les points exigeant un consentement unanime;
  - Une compensation à la suite d'un transfert de pouvoirs provinciaux au Parlement;
  - Des conférences annuelles des premiers ministres sur l'économie et la Constitution.
- Les séances de la conférence étaient publiques et aucun observateur officiel n'avait été invité puisque l'événement était le prolongement des travaux antérieurs à huis clos amorcés à l'édifice Langevin.
- Un compte rendu textuel a été produit pour la séance publique.

CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES

Les 26 et 27 novembre 1987

Salle Metropolitan East, Centre des congrès du Harbour Castle, Toronto (Ontario)

Ordre du jour

1. Discours inauguraux
2. Rapports ministériels
3. Développement économique

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	96
Ontario	L'hon. David Peterson	23
Québec	L'hon. Robert Bourassa	21
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	13
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	11
Manitoba	L'hon. Howard Pawley	15
Colombie-Britannique	L'hon. William N. Vander Zalm	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	7
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	11
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	12
Terre-Neuve	L'hon. A. Brian Peckford	12
		229

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Photo : Centre de photo d'ASC/Approvisionnements et services Canada/PA 8788-347

Séance de la conférence

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Il s'agissait de la troisième Conférence annuelle des premiers ministres à avoir lieu conformément à l'Accord de Regina.
- Les séances de la conférence ont été publiques, abstraction faite de la séance à huis clos avec un nombre restreint de participants tenue dans une salle secondaire le 26 novembre en après-midi.
- Les chefs de gouvernement des territoires étaient présents en qualité d'observateurs officiels et ils se sont adressés aux participants à la conférence.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES

Les 9 et 10 novembre 1989

Grande salle, Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Discours inauguraux
2. Priorités fédérales-provinciales et rapports ministériels
3. Environnement et développement durable
4. Accord du lac Meech

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	95
Ontario	L'hon. David Peterson	18
Québec	Monsieur Robert Bourassa	21
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	11
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	6
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	15
Colombie-Britannique	L'hon. William N. Vander Zalm	15
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	10
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	13
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	20
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells	11
		235

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqués de la conférence

- Harmonisation des responsabilités professionnelles et familiales
- Détermination de réaliser l'égalité économique des femmes
- Recherche et développement
- Environnement et développement durable
- Développement des ressources humaines

NOTES

- Dès le début, le président a déclaré qu'il s'agissait de la dernière conférence prévue par l'entente quinquennale signée à Regina. Il a poursuivi en affirmant qu'il estimait que les conférences régulières des premiers ministres avaient restauré certaines traditions du fédéralisme coopératif au Canada.
- La conférence a pris la forme d'une séance publique le 9 et d'une autre le 10 qui furent intercalées entre des séances à huis clos tenues dans une salle secondaire avec un nombre restreint de participants.

NOTES *(suite)*

- Diverses allocutions d'ouverture ont fait allusion à l'Accord du lac Meech et ce dernier a également suscité des discussions au cours d'une séance à huis clos. À l'issue de la réunion, le président a annoncé en conférence de presse que les premiers ministres avaient convenu au cours de la journée que la réunion de l'après-midi sur la réforme constitutionnelle avait été constructive et utile. Il ajoutait qu'il donnerait comme instruction au sénateur Murray de rencontrer des représentants provinciaux afin d'examiner la possibilité d'aller de l'avant avec l'Accord du lac Meech. Grâce au soutien sans réserve des premiers ministres, le sénateur Murray devait intensifier et chercher à accélérer le processus visant une importante réforme du Sénat, amorcé à Saskatoon. Par ailleurs, s'il était jugé opportun de poursuivre la démarche relative aux dispositions de l'Accord du lac Meech, le premier ministre devait convoquer une autre réunion de l'ensemble des premiers ministres pour traiter de la question.
- Les chefs de gouvernement des territoires étaient présents en qualité d'observateurs officiels et ils se sont adressés aux participants à la conférence.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.
- La pratique consistant à désigner le premier ministre du Québec par le titre de « Monsieur » plutôt que par celui d'« honorable » est restée à compter de cette date.

CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Du 3 au 10 juin 1990

Centre de conférences, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Discussion sur l'Accord constitutionnel de 1987 (lac Meech)
2. Déclarations

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	84
Ontario	L'hon. David Peterson	24
Québec	Monsieur Robert Bourassa	23
Nouvelle-Écosse	L'hon. John M. Buchanan	4
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	11
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	16
Colombie-Britannique	L'hon. William N. Vander Zalm	11
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	4
Saskatchewan	L'hon. Grant Devine	11
Alberta	L'hon. Donald Getty	13
Terre-Neuve	L'hon. Clyde Wells	12
		213

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqué de la conférence

- Communiqué final
  - Accord du lac Meech
  - Réforme du Sénat
  - Futures modifications constitutionnelles
    - Charte – Droit à l'égalité des sexes
    - Rôle des territoires
    - Questions linguistiques
    - Questions constitutionnelles intéressant les Autochtones
  - Ordre du jour de futures discussions constitutionnelles
    - Création de nouvelles provinces dans les territoires
    - Reconnaissances constitutionnelles
    - Examens constitutionnels
- Article 2 : Modification constitutionnelle de 1987
- Modification relative au Nouveau-Brunswick

NOTES

- En vertu des dispositions de la formule de modification de la *Loi constitutionnelle de 1982*, la date limite de ratification de la *Modification constitutionnelle de 1987* (accord Meech) était le 23 juin 1990. Vers la fin de mai 1990, l'accord devait toujours être ratifié par les assemblées législatives du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve pour entrer en vigueur.

NOTES *(suite)*

- En vue d'obtenir un consensus sur l'accord, le premier ministre a convié les premiers ministres provinciaux à un dîner de travail le dimanche 3 juin, qui devait être suivi le lendemain matin d'une conférence des premiers ministres, si tout se déroulait bien.
- Le dîner a eu lieu au Musée canadien des civilisations à Hull au Québec. Ce dîner a été suivi par des rencontres privées des premiers ministres dans la salle Centenaire du Centre de conférences. Ces rencontres ont débuté en matinée le lundi 4 juin et se sont poursuivies chaque jour jusqu'au samedi 9 juin en soirée, moment auquel une séance publique fut convoquée. Cette dernière a duré environ deux heures et quarante cinq minutes le 10 juin en début de matinée.
- La réunion publique a débuté par la signature de l'Accord constitutionnel de 1990, qui prévoyait ce qui suit :
    - Les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de Terre-Neuve s'engageaient à soumettre l'accord Meech à « l'examen législatif ou public approprié et à tout mettre en œuvre afin qu'une décision soit prise avant le 23 juin 1990 ». (Le premier ministre Wells de Terre-Neuve a signé sous réserve qu'il n'endosserait la totalité de l'entente Meech que si cette dernière recevait une approbation législative ou publique suite aux consultations prévues à la Partie I.)

Après la proclamation de l'accord Meech

- Création d'une commission nationale sur la réforme du Sénat, chargée de tenir des audiences et de soumettre son rapport avant la tenue d'une CPM, prévue pour la fin de 1990 en Colombie-Britannique, en vue d'étudier des propositions précises qui concrétiseraient l'objectif d'un Sénat élu, doté d'une représentation plus équitable et de pouvoirs réels.
- Un engagement à faire en sorte que la réforme du Sénat soit la grande priorité constitutionnelle jusqu'à ce qu'une réforme complète ait pu être réalisée.
- Un accord sur l'adoption d'une modification portant sur une réforme complète du Sénat avant le 1er juillet 1995. Si cet objectif ne pouvait être atteint, des changements précis à la représentation de chaque province au Sénat avaient été prévus.
- Entente en vue d'adopter des modifications constitutionnelles à l'égard de ce qui suit :
    - Le droit à l'égalité des sexes
    - Le rôle des territoires à l'égard des nominations au Sénat et à la Cour suprême ainsi qu'aux conférences à caractère constitutionnel et économique
    - Une modification du Nouveau-Brunswick concernant l'égalité du statut de l'anglais et du français
    - La tenue, tous les trois ans, d'une conférence des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones
    - (Les documents juridiques constitutionnels touchant ces questions étaient ajoutés en annexe)
- Entente sur l'ordre du jour de futures discussions constitutionnelles :
    - Création de nouvelles provinces dans les territoires
    - Examen des reconnaissances constitutionnelles (disposition pancanadienne)
    - Examen de la totalité du processus de modification de la Constitution
- Les chefs des gouvernements de chaque territoire, présents à titre d'observateurs officiels, se sont adressés à la Conférence.
- Un compte rendu textuel a été produit pour les séances publiques.

L'accord Meech n'a pas reçu le nombre nécessaire de ratifications à temps, ce qui a empêché l'entrée en vigueur de l'Accord constitutionnel de 1990.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Le 19 décembre 1991

Édifice Lester B. Pearson, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur le point suivant :

- Coordination de la démarche pour la reprise économique

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)
Ontario	L'hon. Bob Rae
Québec	Monsieur Robert Bourassa
Nouvelle-Écosse	L'hon. Don W. Cameron
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna
Manitoba	L'hon. Gary Filmon
Colombie-Britannique	L'hon. Mike Harcourt
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow
Alberta	L'hon. Donald R. Getty
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells

*Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Les séances de la conférence ont eu lieu à huis clos.
- À la fin de la réunion, il a été convenu que les premiers ministres se rencontreraient de nouveau en février 1992 pour poursuivre les discussions sur l'économie canadienne.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Le 10 février 1992

Édifice Lester B. Pearson, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur le point suivant :

- Discussion antérieure au budget sur la reprise économique commune

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)
Ontario	L'hon. Bob Rae
Québec	Monsieur Gérard D. Lévesque, ministre des Finances
Nouvelle-Écosse	L'hon. Don W. Cameron
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna
Manitoba	L'hon. Gary Filmon
Colombie-Britannique	L'hon. Mike Harcourt
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow
Alberta	L'hon. Donald R. Getty
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells

*Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

Aucune information n'est disponible.

NOTES

- Un communiqué de presse rendu public par le cabinet du premier ministre le 5 février 1992 précisait que la réunion commencerait par une séance publique en avant-midi qui serait suivie par un déjeuner de travail et une séance à huis clos en après-midi.
- Cette réunion était la deuxième que les premiers ministres avaient en deux mois sur l'économie canadienne.
- Une troisième et dernière réunion devait avoir lieu le mois suivant à Toronto.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES SUR L'ÉCONOMIE

Les 24 et 25 mars 1992

Hôtel Westin Harbour Castle et centre de congrès, Toronto (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Programmes sociaux efficaces et efficients
- Formation
- Infrastructure
- Barrières interprovinciales au commerce et concurrence à l'égard des investissements
- Commerce international
- Agriculture
- Pêcheries
- Coordination fiscale

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	18
Ontario	L'hon. Bob Rae	17
Québec	Monsieur Gérard D. Lévesque, ministre des Finances	8
Nouvelle-Écosse	L'hon. Don W. Cameron	7
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	5
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	12
Colombie-Britannique	L'hon. Mike Harcourt	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	3
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	6
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	10
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells	7
Yukon	L'hon. Tony Penikett	4
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Nellie Cournoyea	4
		107

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqué de la conférence

- Résultats des discussions
  - Barrières interprovinciales au commerce et concurrence à l'égard des investissements
  - Commerce international
  - Coordination fiscale
  - Programmes sociaux efficaces et efficients
  - Formation
  - Infrastructure
  - Agriculture
  - Pêcheries

NOTES

- Il s'agissait d'une réunion de travail à huis clos visant à permettre aux premiers ministres d'examiner les travaux entrepris à la suite des réunions précédentes du 19 décembre 1991 et du 10 février 1992. Afin de favoriser la productivité des échanges, le premier ministre de la Colombie-Britannique, Michael Harcourt, en qualité de président de la Conférence des premiers ministres provinciaux, a proposé que la réunion se déroule à huis clos. Les premiers ministres devaient toutefois présenter un compte rendu public sur l'état d'avancement de leurs travaux après la séance du 25 mars. (Communiqué de presse du cabinet du premier ministre, le 20 mars 1992)
- À l'exception des conférences des premiers ministres sur les questions constitutionnelles intéressant les Autochtones, il s'agissait de la première réunion des premiers ministres à laquelle étaient invités les dirigeants territoriaux en qualité de délégués.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Le 18 août 1992

Édifice Lester B. Pearson Building, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit.

Premiers ministres et chefs de délégations présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	24
Ontario	L'hon. Bob Rae	24
Québec	Monsieur Robert Bourassa	26
Nouvelle-Écosse	L'hon. Don W. Cameron	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	7
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	13
Colombie-Britannique	L'hon. Michael Harcourt	15
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	4
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	15
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	17
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells	10
Yukon	L'hon. Tony Penikett	5
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Nellie Cournoyea	13
Assemblée des Premières Nations	Ovide Mercredi, délégué national	95
Inuit Tapirisat of Canada	Rosemarie Kuptana, présidente	43
Ralliement national des Métis	Yvon Dumont, président	18
Conseil national des autochtones du Canada	Ron George, président	33
Organisations autochtones	Neil Sterritt	1
		372

Co-secrétaires généraux : Pierre Gravelle et Robert Weese, Secrétariat des conférences constitutionnelles

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances ont eu lieu à huis clos.
- La conférence faisait partie intégrante du processus de Réunions multilatérales sur la Constitution. La première réunion du processus en question avait eu lieu le 12 mars 1992 à l'édifice Lester B. Pearson d'Ottawa. La réunion était présidée par le très honorable Joe Clark, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des affaires constitutionnelles.
- Deux réunions des premiers ministres provinciaux sur la Constitution ont également eu lieu dans le cadre du processus en question en juillet 1992 (voir l'ouvrage du SCIC sur les Conférences des premiers ministres provinciaux, 1887 - 2002, Ottawa, septembre 2002 — également disponible sur le site Web du SCIC à www.scics.gc.ca).

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES SUR LA CONSTITUTION

Les 27 et 28 août 1992

Hôtel Prince Edward, Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit.

Premiers ministres et chefs de délégations présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Brian Mulroney (président)	18
Ontario	L'hon. Bob Rae	22
Québec	Monsieur Robert Bourassa	16
Nouvelle-Écosse	L'hon. Don W. Cameron	14
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	10
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	7
Colombie-Britannique	L'hon. Michael Harcourt	18
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Joseph A. Ghiz	9
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	10
Alberta	L'hon. Donald R. Getty	12
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells	6
Yukon	L'hon. Tony Penikett	5
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Nellie Cournoyea	6
Assemblée des Premières Nations	Ovide Mercredi, Délégué national	37
Inuit Tapirisat of Canada	Rosemarie Kuptana, président	13
Ralliement national des Métis	Yvon Dumont, président	19
Conseil des autochtones du Canada	Ron George, président	18
		240

Co-secrétaires généraux : Pierre Gravelle et Robert Weese, Secrétariat des conférences constitutionnelles

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les dates et le lieu de cette rencontre étaient à l'origine prévus pour la 33e Conférence annuelle des premiers ministres (CAPM). Avec l'accord de toutes les parties, la CAPM a été remplacée par une Réunion des premiers ministres sur la Constitution qui était l'aboutissement d'une ronde intensive de discussions constitutionnelles qui se sont déroulées à la fin du printemps et à l'été de 1992.
- Les séances ont eu lieu à huis clos.
- La réunion a débouché sur un accord portant sur un ensemble de modifications constitutionnelles que l'on a appelé par la suite l'Accord de Charlottetown.
- Un document intitulé *Rapport du consensus sur la Constitution* a ensuite été diffusé. Six grands thèmes étaient abordés dans le document :
  - Unité et diversité
  - Institutions
  - Rôles et responsabilités
  - Premières nations
  - Formule de modification
  - Autres questions

NOTES *(suite)*

- Un document connexe au Rapport du consensus, intitulé *Accords politiques*, a été également diffusé. Il décrivait les éléments d'un ou de plusieurs accords politiques qui devaient accompagner les modifications constitutionnelles, ainsi que les ententes intergouvernementales susceptibles d'être négociées en vertu de ces modifications.
- À la fin de la Réunion des premiers ministres sur la Constitution, le premier ministre Ghiz de l'Île-du-Prince-Édouard a convoqué une brève séance de la 33e Conférence annuelle des premiers ministres provinciaux. Tous les premiers ministres provinciaux et les dirigeants des gouvernements des deux territoires étaient présents. Les chefs de deux groupes autochtones (Assemblée des Premières Nations et Inuit Tapirisat du Canada) y ont assisté à titre d'invités. On y a discuté de points susceptibles d'être inscrits à l'ordre du jour d'une réunion des premiers ministres provinciaux prévue pour l'automne. (Cette réunion n'a pas eu lieu.) La séance a ensuite été levée afin que les participants puissent assister à la conférence de presse sur l'Accord constitutionnel.
- Après la réunion, le premier ministre du Canada a donné une conférence de presse et il fut suivi à tour de rôle par les premiers ministres des provinces.
- L'ébauche d'un document juridique sur l'Accord de Charlottetown a été distribuée le 9 octobre 1992.

Un référendum national a eu lieu le 26 octobre 1992 afin de déterminer si l'Accord serait approuvé. La majorité des Canadiens et des Canadiennes ont voté contre l'Accord de Charlottetown qui fut par conséquent rejeté.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES – ÉCONOMIE

Le 21 décembre 1993

Édifice Lester B. Pearson, Ottawa, Ontario

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Renouvellement économique et responsabilité fiscale
- Création d'emplois et économie concurrentielle
- Coordination des programmes

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)	*
Ontario	L'hon. Bob Rae	12
Québec	Monsieur Daniel Johnson	19
Nouvelle-Écosse	L'hon. J. William Gillis, vice-premier ministre et ministre de la Justice	4
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	4
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	7
Colombie-Britannique	L'hon. Michael Harcourt	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Catherine Callbeck	3
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	5
Alberta	L'hon. Ralph Klein	7
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells	4
Yukon	L'hon. John Ostashek	2
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Nellie Cournoyea	6

Coordonnateur de la conférence : Pierre-Luc Perrier

*Aucune liste de la délégation fédérale n'étant disponible, le total est incomplet.

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances ont eu lieu à huis clos.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES – COMMERCE

Le 18 juillet 1994

Édifice Lester B. Pearson, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Commerce intérieur

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)	9
Ontario	L'hon. Bob Rae	10
Québec	Monsieur Daniel Johnson	7
Nouvelle-Écosse	L'hon. John Savage	3
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	6
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	7
Colombie-Britannique	L'hon. Michael Harcourt	6
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Catherine Callbeck	4
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	7
Alberta	L'hon. Ralph Klein	7
Terre-Neuve	L'hon. Clyde K. Wells	7
Yukon	L'hon. John Ostashek	2
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Nellie J. Cournoyea	5
		80

Coordonnateur de la conférence : Pierre-Luc Perrier

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances se sont déroulées à huis clos.
- Les premiers ministres ont examiné les progrès réalisés en ce qui touche les mesures visant à promouvoir la croissance économique et à améliorer l'efficacité de la fédération.
- Le premier ministre du Canada a fait rapport sur le Sommet du G-7 tenu à Naples, en Italie.
- À la clôture de la réunion, il y a eu une cérémonie de signature de l'Accord sur le commerce intérieur ainsi qu'une conférence de presse du premier ministre du Canada. Les premiers ministres provinciaux se sont ensuite adressés à la presse à tour de rôle. Le premier ministre du Canada a rendu publique une déclaration relative à la signature de l'Accord sur le commerce intérieur.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Les 20 et 21 juin 1996

Salle Robertson, édifice Lester B. Pearson, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Économie canadienne
- Renouvellement de la fédération
- Article 49, *Loi constitutionnelle de 1982*
- Emploi et croissance
- Dimensions sociales

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)	15
Ontario	L'hon. Michael D. Harris	11
Québec	Monsieur Lucien Bouchard	15
Nouvelle-Écosse	L'hon. John Savage	5
Nouveau-Brunswick	L'hon. Frank McKenna	7
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	10
Colombie-Britannique	L'hon. Glen Clark	9
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Catherine Callbeck	3
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	7
Alberta	L'hon. Ralph Klein	6
Terre-Neuve	L'hon. Brian Tobin	6
Yukon	L'hon. John Ostashek	2
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Don Morin	10
		106

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Les séances ont eu lieu à huis clos.
- La réunion a débuté le 20 juin par un dîner privé des premiers ministres au 24, promenade Sussex. La réunion a repris le 21 juin et seuls les premiers ministres, accompagnés d'une personne (ministre ou haut fonctionnaire) y étaient admis.
- L'article 49 de la *Loi constitutionnelle de 1982* prévoyait que le premier ministre (du Canada) convoque une conférence constitutionnelle avant le 17 avril 1997 afin d'examiner la formule de modification de la Constitution. Un point permettant de répondre à cette exigence constitutionnelle était inscrit à l'ordre du jour. La discussion a été de très courte durée et aucune décision n'a été prise quant à d'autres échanges sur cette question. (Pour de plus amples renseignements, voir *Amending Canada's Constitution: History Processes, Problems and Prospects*, de James Ross Hurley, p.172. Vous pouvez vous procurer cet ouvrage à votre librairie locale au Canada – ISBN 0-660-16261-X, article CP32-63/1995E).

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Les 11 et 12 décembre 1997

Salle Robertson, édifice Lester B. Pearson, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

1. Renouvellement de la politique sociale
   - Cadre de renouvellement de la politique sociale
   - Questions sectorielles
     a) Prestation nationale pour enfants (PNE)
     b) Programme d'action national pour les enfants (PANE)
     c) Personnes handicapées
2. Santé
3. Les jeunes et l'emploi
4. Prochaines étapes
5. Mot de la fin

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)	20
Ontario	L'hon. Michael D. Harris	10
Québec	Monsieur Lucien Bouchard	18
Nouvelle-Écosse	L'hon. Russell MacLellan	5
Nouveau-Brunswick	L'hon. Raymond Frenette	9
Manitoba	L'hon. Gary Filmon	10
Colombie-Britannique	L'hon. Glen Clark	7
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Patrick G. Binns	4
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	8
Alberta	L'hon. Ralph Klein	10
Terre-Neuve-et-Labrador*	L'hon. Brian Tobin	10
Yukon	L'hon. Piers McDonald	3
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Don Morin	8
		122

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

* Cette réunion fédérale-provinciale des premiers ministres était la première à laquelle cette province utilisait le nom de Terre-Neuve-et-Labrador. Le 29 avril 1999, l'Assemblée législative de la province en question avait adopté une résolution pour effectuer le changement de nom. La Constitution provinciale de 2001 rendait la modification officielle.

Communiqué de la conférence

- Communiqué général
  - Cadre de l'union sociale du Canada
  - Prestation nationale pour enfants
  - Programme d'action national pour les enfants
  - Personnes handicapées
  - Santé
  - La dette étudiante
  - Les jeunes
  - Changements climatiques

NOTES

- La réunion a commencé le 11 décembre par un dîner privé au 24, promenade Sussex. Les premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux participaient au dîner de travail. La réunion s'est poursuivie le 12 décembre avec deux séances à huis clos réservées aux premiers ministres, accompagnés d'une autre personne (ministre ou fonctionnaire).

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Le 4 février 1999

24, promenade Sussex, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Entente-cadre sur l'union sociale (ECUS)

Premiers ministres présents	Délégués*
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)
Ontario	L'hon. Michael D. Harris
Québec	Monsieur Lucien Bouchard
Nouvelle-Écosse	L'hon. Russell MacLellan
Nouveau-Brunswick	L'hon. Camille Thériault
Manitoba	L'hon. Gary Filmon
Colombie-Britannique	L'hon. Glen Clark
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Patrick G. Binns
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow
Alberta	L'hon. Ralph Klein
Terre-Neuve-et-Labrador	L'hon. Brian Tobin
Yukon	L'hon. Piers McDonald
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Jim Antoine

Coordonnateur de la conférence : Pierre-Luc Perrier

*Aucune liste des délégués ni confirmation des personnes présentes n'est disponible.

Communiqué de la conférence

- Un cadre visant à améliorer l'union sociale pour les Canadiens
  - Principes
    - Tous les Canadiens sont égaux
    - Répondre aux besoins des Canadiens
    - Maintenir les programmes et les services sociaux
    - Peuples autochtones du Canada
  - La mobilité partout au Canada
  - Informer les Canadiens – Imputabilité publique et transparence
    - Atteindre et mesurer les résultats
    - Faire participer les Canadiens
    - Pratiques équitables et transparentes
  - Travailler en partenariat pour les Canadiens
    - Planification concertée et coopération
    - Préavis et consultation réciproques
    - Traitement équitable
    - Autochtones
  - Le pouvoir fédéral de dépenser – Améliorer les programmes sociaux des Canadiens
    - Les transferts sociaux aux provinces et aux territoires
    - Prévisibilité du financement
    - Nouvelles initiatives pancanadiennes soutenues par des transferts aux provinces et territoires
    - Dépenses fédérales directes

Communiqué de la conférence *(suite)*

- Prévention et règlement des différends
  - Rôle du Conseil ministériel
- Examen de l'entente-cadre sur l'union sociale

À la fin de la réunion, tous les gouvernements, à l'exception de celui du Québec, ont signé le document *Un cadre visant à améliorer l'union sociale pour les Canadiens*.

NOTES

- Même si aucun ordre du jour officiel n'avait été élaboré, le cabinet du premier ministre du Canada rendait public, le 2 février 1999, un communiqué de presse dans lequel il était précisé que la réunion porterait sur les discussions en cours au sujet de l'entente-cadre sur l'union sociale, ainsi que sur un projet d'entente fédérale-provinciale-territoriale sur la santé.
- Les séances se sont déroulées à huis clos.
- La réunion était limitée aux premiers ministres, accompagnés d'une personne (ministre ou fonctionnaire). Tous les autres délégués ont été installés en face au 7, Rideau Gate, maison d'accueil du gouvernement du Canada.

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Les 10 et 11 septembre 2000

Édifice Lester B. Pearson, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Renouvellement des soins de santé
- Développement de la petite enfance

Premiers ministres présents

		Délégués
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)	32
Ontario	L'hon. Michael D. Harris	17
Québec	Monsieur Lucien Bouchard	28
Nouvelle-Écosse	L'hon. John F. Hamm	8
Nouveau-Brunswick	L'hon. Bernard Lord	7
Manitoba	L'hon. Gary Doer	10
Colombie-Britannique	L'hon. Ujjal Dosanjh	8
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Patrick G. Binns	4
Saskatchewan	L'hon. Roy Romanow	8
Alberta	L'hon. Ralph Klein	9
Terre-Neuve-et-Labrador	L'hon. Brian Tobin	5
Yukon	L'hon. Pat Duncan	4
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Stephen Kakfwi	6
Nunavut	L'hon. Paul Okalik	5
		151

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqués de la conférence

- Santé
  - Vision
  - Principes
  - Plan d'action pour le renouveau du système de soins de santé
    - Accès aux soins
    - Promotion de la santé et mieux-être
    - Services de soins de santé appropriés – Soins de santé primaires
    - Le nombre de médecins, infirmières et autres professionnels de la santé
    - Soins à domicile et soins communautaires
    - Gestion des produits pharmaceutiques
    - Information sur la santé et technologie des communications
    - Équipement et infrastructure de la santé
  - Imputabilité claire – Reddition des comptes aux Canadiens et aux Canadiennes
  - Collaboration
  - Prochaines étapes
- Développement de la petite enfance
  - Introduction
  - Objectifs
  - Quatre domaines d'action clés

Communiqués de la conférence *(suite)*

- Promouvoir la santé durant la grossesse, à la naissance et au cours de la petite enfance
- Améliorer le soutien aux parents et aux familles
- Renforcer le développement de la petite enfance, l'apprentissage et les soins aux enfants
- Renforcer le soutien des communautés
  - Collaborer pour répondre aux besoins des enfants
  - Financement
  - Rapport au public
  - Connaissances, information et pratiques efficaces
  - Prochaines étapes
- Engagement du gouvernement du Canada en matière de financement
- Nouveaux investissements fédéraux assortis aux ententes sur le renouvellement des soins de santé et sur le développement de la petite enfance

NOTES

- Il y a eu un dîner de travail privé des premiers ministres durant la soirée du 10 septembre 2000 au 24, promenade Sussex.
- La réunion a eu lieu à huis clos.
- Il s'agissait de la première Conférence des premiers ministres à laquelle le nouveau territoire du Nunavut était représenté depuis sa création le 1er avril 1999.

Photo : Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Le premier ministre de l'Alberta, Ralph Klein, à un point de presse

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Les 4 et 5 février 2003

Pavillon Bytown, 111, promenade Sussex (ancien hôtel de ville), Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont porté sur le point suivant :

- Renouvellement des soins de santé

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Jean Chrétien (président)	27
Ontario	L'hon. Ernie Eves	21
Québec	Monsieur Bernard Landry	40
Nouvelle-Écosse	L'hon. Jane Purves, ministre de la Santé	9
Nouveau-Brunswick	L'hon. Bernard Lord	8
Manitoba	L'hon. Gary Doer	11
Colombie-Britannique	L'hon. Gordon Campbell	10
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Patrick G. Binns	5
Saskatchewan	L'hon. Lorne Calvert	6
Alberta	L'hon. Ralph Klein	12
Terre-Neuve-et-Labrador	L'hon. Roger Grimes	6
Yukon	L'hon. Dennis Fentie	7
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Stephen Kakfwi	11
Nunavut	L'hon. Paul Okalik	7
		180

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Communiqué de la conférence

- Accord de 2003 des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé
  - Un engagement envers les Canadiens et les Canadiennes
  - Un plan pour le changement : Un nouveau fonds pour la réforme de la santé axé sur les soins primaires, les soins à domicile et la couverture de type catastrophique des médicaments d'ordonnance
    - Soins primaires : Garantir l'accès au fournisseur pertinent, au moment opportun
    - Soins à domicile pour les Canadiens et les Canadiennes
    - Couverture de type catastrophique des médicaments d'ordonnance et gestion des produits pharmaceutiques
    - Rapports
  - Un plan pour le changement : Fonds pour l'équipement diagnostique et médical
  - Un plan pour le changement : Télématique et télédossier de santé
  - Autres initiatives de réforme
    - Sécurité du patient
    - Ressources humaines en santé
    - Évaluation de la technologie
    - Innovation et recherche
    - Des Canadiens et des Canadiennes en santé
  - Santé des Autochtones
  - Informer les Canadiens et les Canadiennes de l'état des progrès

NOTES

- Après une réunion privée des premiers ministres et des dirigeants territoriaux au Château Laurier, les premiers ministres ont eu un dîner privé au 24, promenade Sussex, le 4 février 2003.
- Les séances ont eu lieu à huis clos.

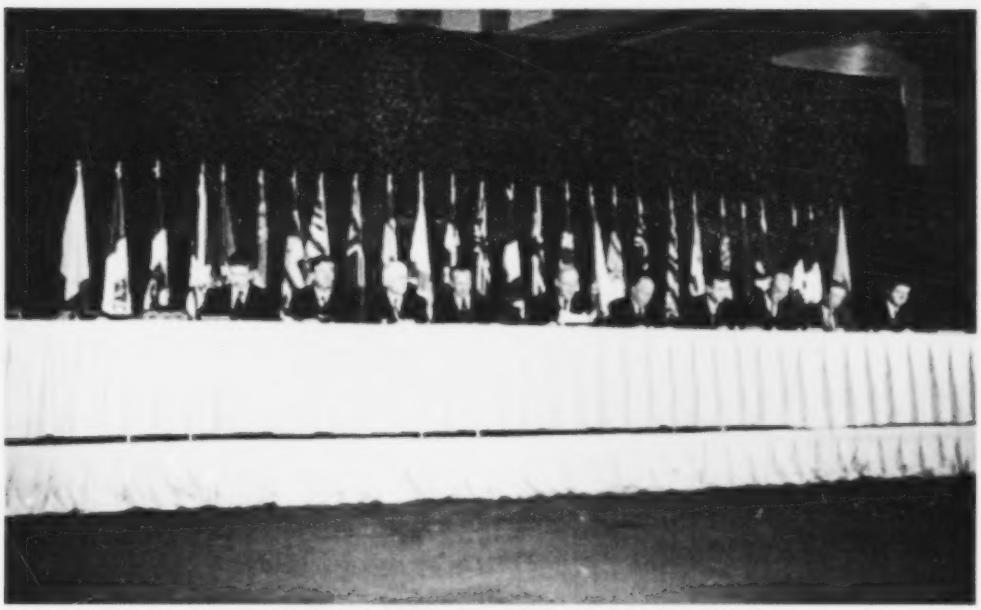

Photo : Diana Murphy/Cabinet du premier ministre/030205-DE-25

Les premiers ministres fédéral et provinciaux à une conférence de presse

RÉUNION DES PREMIERS MINISTRES

Le 30 janvier 2004

24, promenade Sussex, Ottawa (Ontario)

Ordre du jour

Aucun ordre du jour n'a été produit. Les discussions ont notamment porté sur les points suivants :

- Soins de santé
- Santé publique
- Relations canado-américaines
- Gestion des urgences

Premiers ministres présents		Délégués
Fédéral	Le très hon. Paul Martin (président)	8
Ontario	L'hon. Dalton McGuinty	10
Québec	Monsieur Jean Charest	5
Nouvelle-Écosse	L'hon. John F. Hamm	6
Nouveau-Brunswick	L'hon. Bernard Lord	6
Manitoba	L'hon. Gary Doer	5
Colombie-Britannique	L'hon. Gordon Campbell	3
Île-du-Prince-Édouard	L'hon. Patrick G. Binns	6
Saskatchewan	L'hon. Lorne Calvert	5
Alberta	L'hon. Ralph Klein	10
Terre-Neuve-et-Labrador	L'hon. Danny Williams	4
Yukon	L'hon. Dennis Fentie	5
Territoires du Nord-Ouest	L'hon. Joe Handley	6
Nunavut	L'hon. Paul Okalik	3
		82

Secrétaire de la conférence : Stuart MacKinnon

Photo : Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes

Les premiers ministres fédéral, provinciaux et territoriaux à une conférence de presse

La conférence n'a produit aucun communiqué.

NOTES

- Après la réunion, les premiers ministres ont donné une conférence de presse à l'auditorium Cadieux de l'édifice Lester B. Pearson et le premier ministre du Canada a annoncé :
  - Qu'il s'était engagé à verser aux provinces et aux territoires deux milliards de dollars au titre du financement des soins de santé;
  - Que les premiers ministres avaient convenu de se réunir de nouveau plus tard au cours de l'année pour discuter de la stratégie à long terme dans le secteur de la santé;
  - Que les ministres des Finances et de la Santé des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux allaient se rencontrer afin de discuter du régime de soins de santé;
  - Que les treize (13) premiers ministres avaient convenu de créer une nouvelle agence de santé publique pour lutter contre l'éclosion de maladies infectieuses;
  - Que les premiers ministres avaient discuté de l'amélioration des relations canado-américaines.
- La séance a eu lieu à huis clos.